





**« L'AVENIR DES RELATIONS  
GERMANO-AMERICAINES »**



## Sommaire

Accueil par M. Jean-Pierre Chevènement,  
Président de la Fondation Res Publica ..... 7

*Introduction* par M. Jean-Michel Quatrepoint, journaliste économique, membre  
du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Le choc des  
empires, États-Unis, Chine, Allemagne : Qui dominera l'économie-monde ?* »,  
(Gallimard/Le Débat, 2014)..... 15

« *Décryptage des relations germano-américaines sous l'angle économique* »  
par M. Rémi Bourgeot, économiste, chercheur associé à l'IRIS..... 22

« *La dégradation des relations diplomatiques entre l'Allemagne et les États-Unis  
et ses conséquences* »  
par M. Bernard De Montferrand, ambassadeur de France en Allemagne de 2007  
à 2011 ..... 31

« *Allemagne/États-Unis : quelques leçons de l'histoire* »  
par M. Édouard Husson, vice-président de l'université Paris Sciences & Lettres  
(PSL Research university), membre du Conseil scientifique de la Fondation Res  
Publica..... 40

Débat final..... 51



Nous traiterons ce soir d'un sujet particulièrement intéressant : « L'avenir des relations germano-américaines », grand non-dit d'une campagne électorale allemande caractérisée par une atonie qui n'a d'égale, sur le fond, que celle qui prévalait dans la campagne française.

Cette question de l'avenir des relations germano-américaines a été posée par la Chancelière, à travers un mot qui, peut-être, lui a échappé : « *Pour la première fois depuis la Deuxième guerre mondiale, l'Europe ne peut plus compter sur un partenaire fiable de l'autre côté de l'océan* ». En effet, l'élection de Donald Trump a entraîné une soudaine dégradation des relations germano-américaines (chacun se souvient de cette scène où il a refusé de serrer la main de Mme Merkel). L'application de l'article 5 de l'Alliance Atlantique<sup>1</sup> (automaticité du concours américain) a cessé d'être évidente. Cette situation fait contraste avec la parfaite entente affichée précédemment par Barack Obama vis-à-vis de l'Allemagne d'Angela Merkel (au printemps 2016 B. Obama avait tressé une couronne de lauriers à Angela Merkel lors de son voyage en Allemagne). Nous assistons aujourd'hui à une situation qui mérite notre réflexion.

Que s'est-il passé derrière les apparences du feuilleton télévisé alimenté par Donald Trump ?

---

<sup>1</sup> « *Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord.* » (Article 5 du traité de l'Atlantique nord ou traité de Washington, signé le 4 avril 1949 par douze pays occidentaux (et entré en vigueur le 24 août 1949) Depuis lors, seize autres États ont adhéré au traité, portant à vingt-huit le nombre de ses membres.

À l'arrière-plan, la désindustrialisation des États-Unis est la résultante d'un choix d'ouverture aux imports à bas coût de pays comme la Chine. Un choix républicain (Nixon et Reagan) vieux de plus de trente ans, prolongé par les démocrates (Clinton), mais qui a ouvert la brèche à un déficit commercial abyssal (719 milliards d'euros en 2016).

Les États-Unis s'interrogent sur la pérennisation de leur *leadership*. Leur problème c'est la Chine. Mais Donald Trump exprime une opinion répandue aux États-Unis en déclarant que les Européens n'en font pas assez et n'assument pas « le partage du fardeau » (*Burden-sharing*) pour assurer la défense du « monde libre », identifié aux États-Unis, face à la montée de pays émergents (les BRICS) vite relégués dans la catégorie des « régimes autoritaires », en réalité la Chine et la Russie. Cette catégorie « régime autoritaire » dépourvue de réelle pertinence gomme évidemment les différences entre ces deux pays et leur parcours historique.

La russophobie a explosé avec la crise ukrainienne née du télescopage de la politique de l'Union Européenne (le partenariat oriental) et, surtout, de la diplomatie américaine visant à affaiblir la Russie avec les intérêts russes dans « l'étranger proche ».

Le durcissement de la diplomatie américaine s'est manifesté également par d'autres signes : l'affirmation de l'extraterritorialité du droit américain (à laquelle nous avons consacré un colloque<sup>2</sup>) et l'imposition d'énormes amendes aux entreprises européennes censées contrevenir aux orientations de la politique américaine vis-à-vis de Cuba, de l'Iran et maintenant de la Russie.

Les sanctions édictées plus récemment en juillet 2017, pour empêcher la réalisation du gazoduc Nord Stream 2<sup>3</sup> manifestent une claire intrusion des États-Unis dans la politique intérieure, en l'occurrence énergétique, de l'Union Européenne.

---

<sup>2</sup> *L'extraterritorialité du droit américain*, colloque organisé par la Fondation Res Publica le 1er février 2016.

<sup>3</sup> Le Nord Stream 2 est prévu pour doubler le gazoduc existant. Reliant la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique, il devrait mesurer 1 220 km de longueur, offrir une capacité de 55 milliards de m<sup>3</sup> et être en service pendant cinquante ans. Si les travaux peuvent commencer fin 2017, il est prévu que le gazoduc soit opérationnel dès 2019. Dans sa transition énergétique, l'Allemagne compte sur le gaz russe (les gisements européens sont insuffisants) afin de couvrir une partie importante de ses besoins énergétiques.

L'élection de Donald Trump a introduit une dimension de brutalisation nouvelle dans les relations internationales.

Ennemi du multilatéralisme, partisan de *deals* bilatéraux avantageux pour les États-Unis, il a trouvé en l'Allemagne d'Angela Merkel, un adversaire optique. L'Allemagne domine *de facto* les orientations de la politique européenne à laquelle les États-Unis reprochent depuis plusieurs années son caractère déflationniste. La politique de constriction budgétaire qu'Angela Merkel impose à l'Europe depuis 2009 (le fameux « frein à l'endettement », devenu « règle d'or européenne » avec le TSCG de 2012) entraîne un excédent européen de plus de 113 milliards, principalement allemand, vis-à-vis des États-Unis que ceux-ci jugent inacceptable, bien qu'il soit très inférieur à l'excédent chinois (330 milliards).

Le secteur automobile est le point de cristallisation de ce conflit (Affaire Volkswagen et « *Diesel gate* »<sup>4</sup>).

Au total les trois Titans de l'économie mondiale que sont la Chine, les États-Unis et l'Allemagne (respectivement 1800, 1300 et 1150 milliards d'euros d'exportations) dégagent des soldes commerciaux opposés : +461 milliards pour la Chine, +253 milliards pour l'Allemagne et -719 milliards pour les États-Unis.

La Fondation a procédé à une étude des soldes par produits significative : on observe l'industrialisation massive de la Chine et la désindustrialisation des États-Unis et de l'Europe, à l'exception de l'Allemagne dont le solde excédentaire est près du double du solde global de l'Union Européenne (+ 253 milliards contre 132) la différence s'expliquant largement par le déficit français (-60 milliards). Dans cette configuration la riposte a pris la forme d'une dépréciation du dollar, vis-à-vis de l'euro, d'environ 20 % depuis le début de l'année 2017. De cette dépréciation, la France fera, la première, les frais d'autant plus qu'un lien quasi-stable est établi par les autorités chinoises entre le dollar et le yuan.

---

<sup>4</sup> En septembre 2015, l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA), alertée par une ONG, avait révélé l'utilisation (de 2009 à 2015) par le groupe Volkswagen, de techniques visant à réduire frauduleusement les émissions polluantes de certains de ses moteurs diesel lors des tests d'homologation (aux États-Unis, les normes anti-pollution pour le diesel sont beaucoup plus rigoureuses qu'en Europe, notamment pour les particules fines). La machine de guerre judiciaire américaine s'était mise en branle et le coût pour Volkswagen, indépendamment du coup porté à son image, devrait se chiffrer en dizaines de milliards de dollars.

Bien sûr cette vision est trop centrée sur l'économie. Les Anglo-Saxons ne voient pas d'un bon œil la prépondérance nouvelle que l'Allemagne exerce sur l'Union Européenne. Le Brexit n'a pas d'autre cause profonde.

L'attitude d'Angela Merkel a consisté à se retrancher dans une posture « morale » vis-à-vis de Donald Trump, campant ainsi un affrontement de valeurs entre l'hyperréalisme américain et l'attachement proclamé de l'Allemagne et de l'Union Européenne au Droit et aux principes qui fondent le multilatéralisme. Cette position peut être une position d'attente : le temps de laisser passer « l'orage Trump » en attendant que les partisans du « *soft power* » reprennent l'avantage aux États-Unis.

Mais est-ce un bon calcul ?

Les États-Unis sont confrontés à l'érosion, inéluctable à long terme, de leur *leadership*. La seule vraie question est de savoir s'ils peuvent – et comment ils peuvent – la ralentir.

L'« occidentalisme » est une réponse. Une réponse qui a comporté plusieurs variantes : celle du néo-conservatisme sous George W. Bush et celle, plus subtile, du « *leading from behind* » (diriger de l'arrière) de Barack Obama. Mais la politique de celui-ci a rencontré d'évidentes limites, non seulement en Irak et en Afghanistan mais aussi en Égypte et en Syrie avec l'échec des « printemps arabes », ce qu'il a fini par admettre en concluant, en juillet 2015, un accord avec l'Iran.

Aujourd'hui, le point de cristallisation est la Russie. On en jugera par l'hystérisation du débat américain à ce sujet.

L'Allemagne est évidemment concernée au premier chef car la Russie détient la clé de la sécurité européenne. La politique suivie à son égard qui consiste à « *soustraire l'Ukraine à son influence* », selon le conseil donné en 1998 par Zbigniew Brzezinski, est une politique à courte vue. Elle contredit la nature profondément européenne de la Russie, en la repoussant vers l'Asie (Brzezinski avait évolué d'ailleurs, au moins verbalement, avant sa récente disparition). Entretien pas les malentendus et des réactions surdimensionnées, la crise ukrainienne s'avère en effet plus durable qu'on ne pouvait le penser et réintroduit dans la politique européenne une dimension qui a existé dans le passé. L'Ukraine a été à plusieurs reprises le « trou noir » de la géopolitique mondiale : avant 1914, Lvov (Lviv en ukrainien, Lwów en polonais) était une ville austro-hongroise et les nationalistes ukrainiens avaient quelques soutiens du côté de Vienne, et puis, évidemment, en 1941-43.

Nous avons déjà débattu de ces questions à travers d'autres colloques consacrés à la Russie<sup>5</sup>, à l'Ukraine<sup>6</sup> et à la sécurité européenne<sup>7</sup>.

Maintenant, quel va être le choix de l'Allemagne, et d'Angela Merkel précisément ?

L'Allemagne est confrontée à d'importants défis.

Le premier est son défi démographique, celui d'un vieillissement accéléré de sa population. La proportion des plus de 60 ans atteindra 32,8 % (1/3 de la population) en 2060. La population active va diminuer de 2,5 millions d'ici 2025 et de 6 millions d'ici 2030.

Comment l'Allemagne va-t-elle répondre à ce défi ?

L'immigration ? La correction ne peut être que marginale. Les espoirs mis en 2015 dans l'accueil des réfugiés ont montré leurs limites dont l'une est la faible qualification des intéressés et l'autre la capacité d'intégration de la société allemande.

Une autre réponse est la politique visant à aider les femmes à concilier vie professionnelle et maternité. Cette politique a donné de premiers fruits (taux de fécondité relevé à 1,5 enfant par femme, encore très insuffisant). C'est une bonne direction mais elle se heurte à la diminution du nombre de femmes en âge de procréer.

La troisième réponse est la quatrième révolution industrielle, celle du numérique et plus précisément de la productique. L'industrie allemande utilise quatre fois plus de robots que l'industrie française.

Jusqu'à présent l'Allemagne a donné à son problème démographique une réponse basée sur le principe de précaution : la politique du « bas de laine » fondée sur la recherche de la compétitivité, la modération salariale, l'orthodoxie budgétaire poussée jusqu'à l'excédent, et la défense d'une devise forte. Cette politique qui conduit à dégager un solde extérieur excédentaire égal à 10 % du

---

<sup>5</sup> *La Russie en Europe*, colloque organisé par la Fondation Res Publica le 23 septembre 2014.

<sup>6</sup> *L'Ukraine*, table ronde organisée par la Fondation Res Publica le 14 septembre 2015.

<sup>7</sup> *Sécurité européenne : OTAN, OSCE, Pacte de Sécurité*, colloque organisé par la Fondation Res Publica le lundi 30 mars 2009.

PIB est évidemment incompatible avec le rôle de locomotive de la croissance que l'Allemagne devrait jouer en Europe.

Le Président de la République, Emmanuel Macron, a évoqué un budget d'investissement européen de plusieurs points de PIB de la zone euro qui doterait celle-ci d'un moteur keynésien. L'Allemagne peut-elle accepter cette perspective ? En est-elle capable ? Le FDP (*Freie Demokratische Partei*) n'en veut pas. Quelles en seraient les contreparties ? L'atonie du débat électoral allemand fournit une première réponse et le résultat des élections pourrait être un vrai casse-tête.

D'autres défis pointent leur nez :

- Le défi énergétique : L'Allemagne est l'un des pays d'Europe où les prix d'électricité pour les ménages sont les plus élevés (29 cents/KWh, soit deux fois plus cher qu'en France). Ce coût est dû à la nécessité de financer la transition énergétique<sup>8</sup>. Une dépense qui ne permet pas de réduire d'une façon significative les émissions de gaz à effet de serre : la décarbonisation du secteur électrique ne progresse pas. Les émissions des gaz à effet de serre sont même revenues à leur niveau de 2009. J'ai déjà parlé du projet de gazoduc Nord Stream 2 qui pose la question de la coordination européenne.

- Le défi d'un modèle de développement inégalitaire : Le « mini-job » est un type de contrat de travail allemand<sup>9</sup> qui, accusé de remettre en cause la protection sociale et la notion d'égalité dans la société, fait l'objet de nombreux débats. Et les déséquilibres régionaux, les inégalités économiques et sociales, notamment entre anciens (Ouest) et nouveaux (Est) Länder, semblent s'inscrire dans la durée.

- Le défi de l'innovation et de la recherche impliquerait, face à la concurrence des grands groupes américains aujourd'hui et chinois demain, et face aux investissements étrangers, des réponses européennes. Nous en sommes loin (la

---

<sup>8</sup> Selon l'université de Düsseldorf, le coût de la transition énergétique s'élèverait à 520 milliards d'euros d'ici 2025.

<sup>9</sup> C'est Peter Hartz, ancien directeur des ressources humaines de Volkswagen, qui, avec l'ancien chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, proposa cette réforme d'incitation au travail qui promeut l'accès à un emploi direct plutôt que l'intégration progressive des chômeurs ou inactifs en âge de travailler par l'éducation et la formation. Des « mini-jobs » payés 80 centimes d'euro l'heure sont même désormais proposés aux réfugiés dans l'objectif de faciliter leur intégration et de leur permettre d'apprendre l'allemand à travers le monde de l'entreprise.

vente d'Alstom à Siemens, abusivement présentée comme une alliance entre égaux et faisant miroiter des promesses de maintien de l'emploi et des centres de décision, avec la nomination d'Henri Poupard-Lafarge, le PDG d'Alstom, à la direction de la nouvelle entité, est l'expression d'une politique à courte vue)<sup>10</sup>

- Surtout s'impose le défi de la sécurité européenne. La tentation peut exister d'un *forcing* antirusse consistant à encourager les tendances nationalistes à Kiev, à armer l'Ukraine, à inclure celle-ci dans l'OTAN. Cette décision avait déjà été avancée en 2008 par George W. Bush mais repoussée (sinon reportée) à la demande de l'Allemagne et de la France. Cette politique, si elle devait se développer, rejetterait plus encore la Russie dans les bras de la Chine. Elle ne correspond pas à l'intérêt de la France, ni à l'intérêt européen bien compris. L'Europe occidentale a besoin de stabilité, de paix et de coopération avec la Russie.

Une approche plus raisonnable consisterait en la neutralisation « à l'autrichienne » de l'Ukraine. Elle suppose l'application par celle-ci des accords de Minsk et l'acceptation d'une réelle décentralisation notamment dans le Donbass.

Par ailleurs, la sécurité européenne doit être garantie par un convenable équilibre de forces, notamment nucléaires, et donc par l'accord des puissances intéressées au premier chef : Russie, Ukraine, Allemagne, France, États-Unis et Grande-Bretagne.

C'est là que la dissuasion française intervient comme élément clé de la stabilité et de la sécurité européennes. Celle-ci repose évidemment d'abord sur un état d'esprit : le refus d'une nouvelle guerre froide qui n'a plus aucun sens, sinon de tuer dans l'œuf toute ambition européenne véritable, la volonté de fonder avec la Russie un partenariat pour la paix et la coopération en Europe.

L'Allemagne doit savoir où sont ses intérêts : La relation avec la Russie a toujours été pour elle fondamentale. Quand elle a dénoncé, après Bismarck, le pacte de réassurance avec la Russie et qu'elle a choisi la voie de l'affrontement en 1914 puis en 1941, elle a couru à la catastrophe.

Que veut faire l'Allemagne, aujourd'hui ? Étendre vers l'Ukraine, considérée comme un réservoir de main d'œuvre à bas coût, l'*hinterland* « *mittel-européen* » qu'elle a reconstitué, au risque de recréer en Europe une tension

---

<sup>10</sup> Voir l'entretien de Jean-Pierre Chevènement au Figaro, propos recueillis par Alexandre Devecchio, vendredi 29 septembre 2017.

permanente ? Ou renouer avec le partenariat germano-russe dans la tradition de Brandt et d'Egon Bahr, prolongée par Kohl et Schröder ?

Comment vont peser les forces économiques, les milieux de la grande industrie, mais aussi l'opinion publique, plutôt pacifique (à l'exception de J. Fischer, très antirusse) ?

Le résultat des prochaines élections allemandes apportera des éléments de réponses à ces questions. Si l'AfD (*Alternative für Deutschland*) réalise un score important, ce parti pourrait constituer un élément de radicalisation dans le marais politique germanique. Et un bon score du FDP, avec Monsieur Lindner, pourrait conduire à un infléchissement des positions vis-à-vis de la Russie mais à un raidissement vis-à-vis de Paris et de l'Europe du Sud au plan économique<sup>11</sup>.

Et surtout comment va se redéfinir la politique américaine ?

Les États-Unis ne paraissent pas prêts à revenir rapidement sur le choix antirusse qui est celui de l'*establishment* financier et médiatique. Donald Trump ne paraît pas sûr de ses choix. Il oscille entre deux politiques : d'une part la tentation initiale d'un rapprochement avec Moscou fondé sur la lutte contre le terrorisme djihadiste et le souhait de contenir la Chine et d'autre part la cristallisation de l'opposition entre l'Occident, rassemblé sous la houlette américaine (occidentalisme) et les « émergents », au premier rang desquels la Chine. Cette dernière réorientation est le choix de l'*establishment* américain et Trump ne paraît pas en mesure de le corriger. Son indécision fondamentale peut-être un facteur de risque.

Je n'ai fait qu'effleurer les questions dont nous allons débattre ce soir.

Pour aller au fond des choses, nous avons réuni autour de cette table d'éminents spécialistes. Le colloque sera ouvert par Jean-Michel Quatrepoint, auteur d'un livre au titre prémonitoire « *Le choc des Empires : États-Unis, Chine, Allemagne : qui dominera le monde ?* » (Gallimard/Le Débat, 2014).

Ensuite nous entendrons Rémi Bourgeot, économiste, chercheur à l'IRIS (Institut des relations internationales et stratégiques), qui décryptera l'avenir

---

<sup>11</sup> Ce colloque s'est tenu quelques jours avant les élections allemandes du 24 septembre 2017 à l'issue desquelles *Alternative für Deutschland* (AfD), obtiendra 12,6% des suffrages (+7,9% par rapport à 2013) et les Libéraux du FDP (*Freie Demokratische Partei*,) 10,7% (+5,9% par rapport à 2013).

des relations germano-américaines, sous un angle économique mais pas seulement.

Lui succèdera un grand diplomate, Bernard de Montferrand, qui fut ambassadeur de France à Berlin de 2007 à 2011.

Enfin, M. Édouard Husson, Professeur des universités, vice-président de l'université Paris Sciences & Lettres, introduira la dimension historique de l'évolution des rapports germano-américains. Édouard Husson a été chercheur à *l'Institut für Zeitgeschichte* de Munich (1999-2001) et chercheur invité au *Center for Advanced Holocaust Studies* de Washington (en 2005 et 2006).

La morale n'est pas une réponse suffisante aux défis des temps à venir. Il n'y a pas d'humanisme, en effet, en dehors d'une vision politique des choses.

Hasarderai-je pour finir une crainte ? Celle d'un *deal* « gagnant-gagnant » dans un premier temps, au moins entre les États-Unis et la Chine qui se ferait sur le dos de l'Europe et, au sein de celle-ci, de la France ?

Mais il doit être possible de desserrer la mâchoire...

JEAN-MICHEL QUATREPOINT
-------------------------

### *Introduction*

Je replacerai ces questions dans un cadre historique.

Il y a toujours eu une relation privilégiée entre les États-Unis et l'Allemagne. Certes avec des hauts et des bas, comme dans toute relation, mais finalement les hauts l'emportent, surtout depuis la Seconde guerre mondiale. Cette relation ne ressemble pas à celle qu'entretiennent les États-Unis et l'Angleterre. Et elle est beaucoup plus forte que la relation entre la France et les États-Unis. La Fayette masque en fait une grande défiance pour ne pas dire un certain mépris des Américains vis-à-vis de la France, du moins lorsque celle-ci refuse de se comporter en vassale. Chacun a en mémoire les relations tendues, pour ne pas dire plus, entre de Gaulle et Roosevelt, entre le Général et les Américains dans les années soixante.

Le lien entre Allemands et Américains remonte à plus de trois cents ans : la première colonie germanique organisée s'est implantée en Pennsylvanie en 1683. Le flux des migrants a été constant et très important. Encore maintenant, près de 50 millions d'Américains (plus de 15 % de la population) se déclarent d'ascendance allemande, ce qui en fait le troisième groupe de population, derrière les Britanniques et les descendants d'esclaves noirs.

Autres points communs :

Les deux pays ont forgé leur unité à peu près à la même époque, dans la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. Aux États-Unis par la guerre civile entre le Nord et le Sud, en Europe par la guerre de la Prusse du Nord contre l'Autriche du Sud (victoire de Sadowa 1866) et par la mise au pas des mini-royaumes comme celui de Bavière.

Les deux pays, contrairement à la France, l'Angleterre et l'Espagne, n'ont pas développé de grands empires coloniaux.

Enfin, plus récemment, l'Allemagne est devenue en 2015 et 2016 le second pays au monde en termes d'accueil des migrants, juste derrière les États-Unis.

Malgré les deux guerres mondiales qui les virent s'affronter, les liens forts entre les deux pays relèvent en fait de la vision géostratégique des États-Unis. Depuis un siècle, ils ont toujours voulu une Allemagne forte, face à la France dans l'entre-deux guerres mais aussi et surtout face à l'URSS, aujourd'hui à la Russie.

Quelques rappels historiques.

Après sa défaite et le Traité de Versailles, l'Allemagne s'effondre. L'hyperinflation s'installe. C'est alors qu'en 1924 Hjalmar Schacht, qui préside la *Reichsbank*, obtient un moratoire des États-Unis afin de rééchelonner la dette et les réparations et obtenir de nouvelles lignes de crédit. Le *Big business* américain, notamment General Electric et JP Morgan, se mobilisent à la demande du gouvernement américain. L'Allemagne se redresse, peut payer ses réparations à la France et à l'Angleterre qui pourront ainsi rembourser les prêts contractés pendant la guerre aux ... États-Unis. Avec la crise de 1929 ces crédits américains vont se révéler mortifères pour l'économie allemande. Il faut payer les réparations mais aussi les intérêts fort substantiels des dettes contractées auprès des Américains. La suite est connue : récession, crise, austérité, le tout débouchant sur Hitler et la Seconde guerre mondiale.

À la fin de la guerre, Roosevelt et Morgenthau veulent en quelque sorte punir, l'Allemagne, la pastoraliser et détruire sa puissance industrielle. Cela ne durera qu'un peu plus d'une année car l'industrie allemande n'a pas été à proprement parler détruite. D'abord parce que les Alliés visaient les civils – on pense au bombardement de Dresde qui fit 200 000 morts – pensant que ceci les inciterait à se révolter contre Hitler, ce qui n'a pas marché, ensuite parce qu'une grande partie de l'industrie allemande est enterrée.

Très vite, comme en 1924, la politique américaine change face à l'URSS. La guerre froide sera la chance de l'Allemagne.

Marshall, et son *European recovery program*, remplace Morgenthau. On fait sortir les industriels allemands de prison. On crée la RFA et Ludwig Erhard, ministre de l'Economie, avec l'appui total des Américains, lance une réforme monétaire. Fort symbolique puisque, en une nuit (le 18 juin 1948), dans le plus grand secret, on va changer la monnaie : fini le *Reichsmark*, bonjour le *Deutsche mark*, avec un échange de 1 pour 10 (un DM pour 10 RM). Tout est dévalué, l'argent liquide mais aussi les comptes en banque, l'épargne. Le tout, bien sûr, au nom de la lutte contre le marché noir. Mais le plus remarquable est que les nouveaux billets ont été imprimés aux États-Unis, chargés sur des bateaux de l'armée américaine et livrés dans le port de Brême, répartis dans 26 000 caisses.

Cette dévaluation sauvage fait des perdants, les ménages, mais aussi des gagnants, ceux qui détiennent des biens réels, productifs, de l'immobilier et des usines, quand ils n'ont pas été détruits. Leur valeur est mécaniquement multipliée par dix. L'industrie allemande, n'étant que partiellement détruite et bénéficiant d'un portefeuille et de capacités d'innovation intactes, va, grâce aux crédits en plus du Plan Marshall, repartir très vite. De plus l'Allemagne ne paiera pas de réparations, sauf à la communauté juive et à Israël, de par la volonté américaine. Officiellement on ne veut pas répéter les erreurs du traité de Versailles. Officieusement, il faut faire de la RFA une vitrine de réussite face au bloc communiste. Et puis, en Europe, les réparations concerneraient surtout la France. Or Washington ne veut pas nous faire de cadeaux.

Quand on évoque les relations germano-américaines, il faut toujours garder à l'esprit ce lien très fort entre le patronat allemand, la CDU (*Christlich Demokratische Union Deutschlands*) et les États-Unis, des liens tissés au lendemain de la guerre et qui perdurent. Malgré la réconciliation franco-

allemande, ni Adenauer ni Erhard ni Kiesinger n'épouseront la querelle du général de Gaulle avec les États-Unis.

Ces liens étroits entre l'*establishment* allemand, la CDU et Washington vont être particulièrement efficaces dans les années quatre-vingt. L'Allemagne vient alors de connaître plusieurs chanceliers SPD. L'opinion publique a changé, la génération dite des successeurs n'a plus la même relation avec les États-Unis. La guerre du Vietnam, *Watergate* ont suscité une vague de répulsion dans une partie de la jeunesse. Un Mouvement de la paix très puissant s'est développé outre Rhin et 72 % des Allemands sont hostiles à l'installation des fusées *Pershing* sur leur sol face aux fusées russes. C'est ce que l'on a appelé la crise des euromissiles.

Pour les États-Unis et Ronald Reagan il faut absolument, face à l'URSS, reconquérir les cœurs et les esprits des Allemands. Avec l'aide de Helmut Kohl qui vient d'être élu (1982), une vaste opération, que l'on qualifierait aujourd'hui de *soft power*, est engagée. Un homme, Charles Wick, directement relié à Reagan, est chargé de cette opération. Il mobilise tous les acteurs américains, privés et publics, toutes les agences américaines. Le prétexte de cette mobilisation sera l'organisation de manifestations pour le tricentenaire de l'installation de la première colonie germanique aux États-Unis en octobre 1983. Des milliers d'étudiants sont invités aux États-Unis ainsi que les décideurs et responsables. Des programmes culturels conjoints sont lancés, les télévisions allemandes sont invitées à nouer des liens avec leurs homologues d'outre-Atlantique. Il s'agit de changer l'image de l'Amérique, au moins parmi l'élite. Stratégie payante puisque, à la fin de 1983, les *Pershing* seront installés en Allemagne. Il est vrai que François Mitterrand avait donné un sérieux coup de pouce à Kohl et à Reagan en employant, le 20 janvier 1983, devant les députés du *Bundestag*, une formule qui fera date : « *Les fusées sont à l'Est, les pacifistes à l'Ouest !* »<sup>12</sup>

En 1987, les Allemands renverront l'ascenseur lors du premier *krach* à Wall Street. À la demande de James Baker, Secrétaire d'État au Trésor, un communiqué de la *Bundesbank* fait part de son soutien au dollar et annonce l'injection de capitaux pour soutenir la monnaie américaine. Wall Street remonte instantanément.

---

<sup>12</sup> Point de vue qu'il exprimera de nouveau le 13 octobre 1983, lors d'un voyage en Belgique : « *le pacifisme est à l'Ouest et les euromissiles sont à l'Est. Je pense qu'il s'agit là d'un rapport inégal* ».

Dans les années quatre-vingt-dix l'idylle continue. La réunification faite, l'Allemagne et les Américains organiseront l'élargissement de l'Europe. Chacun y trouve son compte, notamment les industriels allemands qui retrouvent un *Hinterland*. La France laisse faire, ses élites s'étant converties non seulement à la « mondialisation heureuse » mais aussi et surtout à la vision anglo-saxonne d'une financiarisation de l'économie. Finie l'industrie, finies les usines. Les Allemands, eux, sauront résister à cette mode.

En 2003, les relations germano-américaines connaissent un froid. C'est la faute de la France qui a entraîné Berlin – le chancelier SPD, Gerhard Schröder – et Moscou dans le refus et la condamnation de l'intervention en Irak contre Saddam Hussein. On connaît la célèbre phrase proférée en mars 2003 par Condoleezza Rice, la conseillère du président Bush pour la sécurité nationale, « *Il faut ignorer l'Allemagne, pardonner à la Russie et punir la France* ». Ignorer l'Allemagne parce que les Américains misaient déjà sur un changement de chancelier. Schröder estimait que l'Allemagne avait suffisamment fait acte de repentance et qu'il était temps de s'émanciper, tant des Américains que de la France. D'où sa politique visant à renforcer l'industrie allemande, sa compétitivité face à ses concurrents, notamment français. D'où aussi son flirt avec les Russes et leurs livraisons de gaz.

Avec l'arrivée d'Angela Merkel les relations germano-américaines reviennent au beau fixe.

Car Angela a toujours eu pour les États-Unis les yeux de Chimène. Fille d'un pasteur qui fut un des rares Allemands à avoir franchi le rideau de fer dans l'autre sens, un pasteur qui déteste les Yankees et sera un compagnon de route des communistes est-allemands. Née à Hambourg mais obligée très jeune de vivre dans une RDA où tout manque, où chacun s'espionne, Angela va idéaliser les États-Unis, symbole de la liberté ; c'est aussi une manière de rejeter ce père qui les a obligées, elle et sa mère, à vivre en RDA. Pour survivre et surtout pour poursuivre des études, Angela va apprendre à dissimuler, à masquer ses sentiments, ses pensées. Fille d'un protégé du régime, elle est aux Jeunesses communistes et devient professeur de physique. Elle entre en politique quelques jours après la chute du Mur. Elle a 35 ans. Tentée par les écolos, elle choisit finalement l'équivalent est-allemand de la CDU et devient le porte-parole de Lothar de Maizière. Wolfgang Schäuble et Helmut Kohl la repèrent. Il leur faut

une femme, jeune, venant de l'Est, dans leur gouvernement. Elle a le profil, devient ministre des Femmes et, en 1994, ministre de l'Environnement.

Et elle va tuer son second père en 2000 en poussant Kohl à la porte de la CDU et en soufflant son poste à Schäuble. Il se murmure qu'elle aurait bénéficié dans cette opération de l'appui efficace de la frange la plus atlantiste de la CDU. Helmut Kohl en tout cas ne lui pardonnera jamais.

En 2005 elle gagne les élections et remplace Gerhard Schröder à la chancellerie. Avec Angela Merkel qui, elle, avait approuvé l'intervention en Irak, les Américains retrouvent quelqu'un de confiance à la tête de l'Allemagne.

Hisser l'Allemagne au sommet de l'Europe, tel sera son programme. Elle va poursuivre en fait la même politique que Gerhard Schröder. Une politique qui privilégie les groupes industriels allemands, une politique mercantiliste qui fonde la croissance allemande sur les excédents commerciaux.

Des excédents sur l'Europe mais aussi sur le reste du monde, à commencer par les États-Unis.

L'Allemagne avait depuis très longtemps un excédent commercial avec les États-Unis qui tournait autour de 25 milliards d'euros. Depuis 2011-2012, il s'est envolé, atteignant 52 milliards en 2015 et 47 milliards en 2016.

Une analyse fine des soldes commerciaux montre que ces excédents sont considérables dans l'automobile, les machines industrielles mais aussi la pharmacie. Et pour la première fois en 2013 le solde allemand est devenu positif dans le secteur de la défense et de l'aérospatiale (à cause d'Airbus).

Depuis la crise de 2008, l'industrie allemande a amorcé en parallèle un redéploiement de ses investissements.

Elle vise la Chine, bien sûr, mais elle est obligée d'y partager le pouvoir avec les groupes chinois.

Elle vise aussi les États-Unis, avec un double objectif :

Prendre des parts du marché américain et utiliser les États-Unis comme base de production pour réexporter ensuite vers l'Europe et l'Asie. Les Allemands, les groupes industriels, notamment ceux de l'automobile mais aussi l'industrie chimique, Siemens, SAP (*Systeme, Anwendungen und Produkte in der Datenverarbeitung*, premier éditeur de logiciels en Europe et quatrième dans le monde) etc. étaient de fervents partisans des grands accords de libre-échange, TAFTA (*Trans-Atlantic Free Trade Agreement*), appelé aussi TTIP (*Transatlantic Trade and Investment Partnership*), avec une idée : produire en dollar pour la zone dollar et, pour exporter, profiter de coûts de main d'œuvre inférieurs à ceux de l'Europe et de syndicats désorganisés après la crise de 2008.

C'est ainsi que depuis 2010 les Allemands ont multiplié les investissements outre-Atlantique. Le mouvement s'est amplifié à partir de 2014, une année charnière où les groupes allemands ont investi 46 milliards, rien que dans quatre opérations, à travers des rachats d'entreprises américaines.

Une récente étude sur 2016 a montré que, sur 33 milliards d'euros d'investissements directs des groupes allemands, 16 % sont allés vers les États-Unis et 8 % vers le Mexique qui joue le rôle, notamment pour l'automobile, de sous-traitant dans la chaîne de valeurs. Contre 10 % seulement d'investissements directs en Allemagne.

BMW a son plus grand centre mondial en Caroline du Sud (9 000 personnes), un centre qui est le premier exportateur de l'automobile américaine. Audi se voyait déjà en numéro un du segment haut de gamme sur le marché américain. Tout le gotha américain roulait en Mercedes, à commencer par Donald Trump...

Les entreprises allemandes emploient directement 750 000 personnes (2 millions avec les emplois indirects) aux États-Unis. Siemens à lui seul emploie 50 000 personnes sur 60 sites avec un chiffre d'affaires de 22 milliards d'euros.

Ce redéploiement stratégique avait l'appui total de la chancelière qui militait pour le TAFTA. Il avait *a priori* la bénédiction de l'*establishment* américain, démocrate comme républicain, qui voyait dans ces traités un moyen de renforcer ses propres multinationales dans des secteurs différents (GAFAM, agro-alimentaire, finance etc.). Une sorte de division internationale du travail.

Cet arrière-plan géoéconomique explique sans doute le peu de réactions des autorités allemandes et de la chancelière face aux révélations sur l'espionnage de la NSA (l'écoute de ses téléphones d'Angela Merkel). Une partie de l'opinion allemande a réagi plus vigoureusement. On a donc expulsé le patron de la CIA en Allemagne. Mais c'était un « coup de com ».

Mais là où les relations germano-américaines vont en prendre un coup c'est avec le « *Diesel gate* », qui vise le groupe Volkswagen aux États-Unis.

Les Allemands ont affiché trop ostensiblement leurs ambitions sur le marché américain, sans tirer les enseignements de ce que les Américains avaient infligé aux Japonais dans les années 80. Ils se sont attaqués à l'industrie automobile et aussi à Boeing, avec Airbus. Comme par hasard survient la divulgation concernant le logiciel qui truque les tests des moteurs diésel de Volkswagen aux États-Unis. La machine judiciaire américaine s'enclenche et, début 2017, la sentence tombe : on en est à 19 milliards de dollars d'amende et ce n'est pas fini.

*Das Auto* découvre que l'on ne conquiert pas aussi facilement le marché américain de l'automobile. D'autant que dans le même temps une campagne s'appuyant sur de nouvelles révélations, en Allemagne cette fois, montre que l'industrie allemande s'est cartellisée. Une vieille habitude.

Enfin, sur ce climat déjà dégradé, arrive Donald Trump qui, à sa manière quelque peu vulgaire, met les pieds dans le plat. Il humilie la chancelière et stigmatise les déficits commerciaux – réels – de l'Amérique avec l'Allemagne. Bref, c'est un nouveau visage de l'Amérique qui émerge, un visage inconnu des responsables allemands. Et il n'y a rien de pis pour eux que de devoir improviser au gré des humeurs de leurs interlocuteurs.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Jean-Michel Quatrepoint, pour cette introduction très éclairante.

La parole est maintenant à M. Rémi Bourgeot, chercheur à l'IRIS.

REMI BOURGEOT

*Décryptage des relations germano-américaines sous l'angle économique*

Merci beaucoup.

Je rebondirai sur cette conclusion économique.

On a parfois l'impression, depuis l'élection de Donald Trump, que la question des relations germano-américaines aurait complètement changé, que l'approche américaine, sur le plan commercial en général et surtout vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Europe, serait radicalement nouvelle. Pour peu qu'on ait suivi les débats germano-américains ne serait-ce que depuis cinq ou dix ans, on est surpris par cette approche éditoriale en contradiction avec l'évolution des débats économiques américains qui, en particulier depuis la crise de 2008, portent assez largement sur le problème du modèle excédentaire allemand. La vision selon laquelle Barack Obama se serait parfaitement entendu avec Angela Merkel, en une sorte de duo politique idéal des deux côtés de l'Atlantique, est

surprenante, en contradiction avec ce qu'on a vu des débats pendant toute la première partie de la décennie. De la même façon, il n'est pas juste d'ignorer que Barack Obama, malgré la mise en avant de nouveaux accords de libre-échange, a réagi du point de vue concret de la politique commerciale américaine, en particulier sur la question du *dumping* lié à l'effondrement de certains prix industriels sur les marchés mondiaux. En effet, aux États-Unis, une véritable prise de conscience de la question commerciale dépasse les clivages partisans : au cours de la campagne de 2016 et des primaires qui l'ont précédée, Donald Trump du côté républicain comme Bernie Sanders du côté démocrate ont développé une approche de type protectionniste, certes différente. Dès la présidence Obama, l'attention des autorités américaines s'était portée sur la question du déséquilibre commercial. Évidemment, le sujet numéro un est la Chine qui représente environ les deux tiers (360 milliards de dollars) du déficit commercial américain (530 milliards de dollars). Mais l'Allemagne est aussi centrale dans le débat. C'est un déficit bilatéral bien moins important d'un point de vue quantitatif même si, comme le disait Jean-Michel Quatrepoint, il a énormément crû ces dernières années pour s'établir autour de 65 milliards de dollars l'an passé. Cette réorientation de l'économie allemande s'est amplifiée depuis la crise alors que les excédents commerciaux allemands s'étaient creusés au cours des années 2000, essentiellement au sein de la zone euro, du fait de la stratégie de compression salariale et de révision des relations avec les syndicats initiée par Gerhard Schröder. C'est lorsque ces excédents se sont étendus au sein de la zone euro que la construction de l'euro a véritablement déraillé (et aussi du fait de questions intrinsèques à une union monétaire présentant des différences d'inflation, mais c'est un autre sujet).

C'est à partir de la crise de 2008 que se développe en Allemagne le thème du pari chinois, de l'investissement massif et de la réorientation des exportations vers la Chine et, plus généralement, vers les pays émergents. Mais ce mouvement à l'extérieur de la zone euro se fait aussi vers des pays développés : Ne serait-ce qu'au cours des cinq dernières années, on a vu l'importance croissante du Royaume-Uni et des États-Unis dans l'excédent commercial allemand. Les États-Unis représentaient 18 % de l'excédent commercial allemand il y a cinq ans, aujourd'hui c'est 22 %. Pour le Royaume-Uni on est à presque 21 % de l'excédent commercial allemand alors qu'il avoisinait 15 % cinq ans plus tôt. Cette amplification de l'excédent commercial allemand, qui vise notamment les États-Unis et le Royaume-Uni, a été suivie de très près à Washington où, lors de mon dernier voyage, il y a exactement un an, quelques

semaines avant la tenue de la présidentielle américaine, je n'ai rencontré aucun économiste qui fût vraiment favorable à Donald Trump, mais tous étaient préoccupés par la question du déséquilibre allemand. Il y a donc un consensus très large qui dépasse les divisions partisans, non seulement sur l'Allemagne mais plus généralement sur la question commerciale, en dépit des positions contrastées sur la question des grands traités de libre-échange. Dans les grands médias s'expriment un certain nombre de personnes qui, si elles n'osent plus utiliser l'expression de « mondialisation heureuse », en reprennent les principaux arguments. Mais je ne pense pas qu'elles représentent aujourd'hui une majorité au sein de l'*establishment* américain. En tout cas, ce n'est pas la tendance qui est en train de se déployer actuellement : une prise de conscience importante des déséquilibres commerciaux, notamment avec l'Allemagne et la Chine. Barack Obama avait quand même introduit un tarif douanier de plus de 500 % pour une certaine catégorie d'aciers chinois... Il ne s'agissait donc pas d'une politique protectionniste généralisée mais on est très loin en Europe de pouvoir mettre en œuvre ce genre de mesures de rétorsion. Face à l'effondrement des prix de l'acier en Chine et confrontés à un *dumping* qui s'aggravait mois après mois, les administrations américaine et canadienne avaient réagi très fortement pour protéger différentes industries ; cela dépassait la simple question de l'acier. L'arrivée de Donald Trump s'inscrit dans cet environnement de remise en cause.

L'expression des relations bilatérales a changé de façon assez radicale. Il y a deux ans l'image de l'Allemagne s'était brutalement dégradée dans les débats politico-économiques en raison, notamment, de la prise de conscience assez généralisée du fiasco grec. Les débats, les négociations, avaient véritablement dégénéré. On avait vu dans l'*establishment* économique européen et américain un début de levée de boucliers sur cette question.

D'une certaine façon, on pourrait dire que l'élection de Donald Trump, avec sa rhétorique xénophobe, a œuvré comme un repoussoir et indirectement aidé à redorer l'image de l'Allemagne dans les débats éditoriaux mondiaux, par un étonnant jeu de balancier : on a vu en effet se développer simultanément le thème d'une Allemagne absolument vertueuse, du point de vue des valeurs politiques et même – presque – du point de vue du modèle économique, face à une Amérique isolationniste qui aurait sombré dans le protectionnisme. Les choses sont évidemment plus compliquées. Si on se base sur la rhétorique économique de Donald Trump, évidemment, on ne va pas très loin puisque, visant à une compréhension immédiate de la part d'une frange de l'électorat,

elle est en général fautive d'un point de vue littéral (je sous-entends qu'elle peut dans certains cas particuliers avoir un sens non littéral). Par exemple, Trump a récemment menacé de cesser de commercer avec toute nation qui commercerait avec la Corée du nord... ce qui voudrait dire arrêter de commercer avec la Chine. Cela n'a évidemment pas de sens et ce n'est probablement pas ce qu'il a à l'esprit au moment où il le dit. Je pense que cette approche est valable aussi dans le cas allemand, en particulier en ce qui concerne l'industrie automobile qu'évoquait Jean-Michel Quatrepoint. Quand Trump parle de bloquer la vente de voitures de marques allemandes aux États-Unis, ça n'a évidemment pas de sens, du fait en particulier des investissements massifs de l'industrie automobile aux États-Unis, de l'investissement productif, notamment dans le cas de BMW – ciblé en particulier par Donald Trump. BMW a des sites d'assemblage extrêmement importants dans le sud des États-Unis, qui contribuent aux exportations américaines d'automobiles (75 % de la production de l'usine de Caroline du sud vise des exportations depuis les États-Unis). Dire que les États-Unis mettraient des barrières importantes à la vente d'automobiles de marque allemande aux États-Unis n'a donc pas de sens puisque cela nuirait très directement à l'économie américaine.

Mais derrière ces rodomontades se pose une véritable question : quand on cite les chiffres de la production d'automobiles de marque allemande aux États-Unis on ne prend pas en compte la question des pièces détachées importées d'Allemagne. Cela renvoie une nouvelle fois à la question du modèle allemand qui, en plus de sa force intrinsèque, est devenu une gigantesque machine d'importation, transformation, réexportation. On le voit à l'échelle de l'Europe, avec l'intégration manufacturière dans la machine productive allemande de ses voisins d'Europe centrale, une logique qui s'étend à l'échelle mondiale depuis la crise. Cela vise aussi les États-Unis. En fait le développement de capacités manufacturières d'entreprises allemandes aux États-Unis s'inscrit dans ce cadre. On voit les chiffres importants des exportations de ces marques allemandes depuis les États-Unis vers le reste du monde mais il y a un vrai sujet sur la part de la valeur ajoutée, d'un point de vue comptable mais aussi d'un point de vue technologique puisqu'on ne peut pas se focaliser sur la production sans se soucier de la conception, de l'histoire de la conception, des compétences et de la technologie qu'elle mobilise. Il y a dans le monde des pays extrêmement compétents pour assembler des voitures de marque étrangère. C'est le cas de la Turquie, entre autres, qui n'a pas de marque nationale de voitures. Produire des voitures de marque étrangère conçues à l'étranger nécessite un niveau de

compétence certain mais c'est une autre chose que de s'inscrire dans un processus de conception et de production, les deux étant en fait liées. Beaucoup d'économistes dans le monde recommencent à comprendre qu'on ne peut pas séparer de façon comptable, comme on gèrerait un portefeuille boursier, ces différents aspects du processus productif. C'est un point extrêmement important du point de vue des États-Unis que feint d'ignorer Donald Trump quand, s'adressant aux classes appauvries par la mondialisation qui voient des voitures de marque allemande conduites par des gens aisés, il parle d'empêcher les ventes d'automobiles allemandes. Cela fait partie d'une rhétorique simpliste et trompeuse qui a montré son efficacité d'un point de vue électoral, mais cela renvoie aussi à la question stratégique plus lourde d'un redéploiement technologique des États-Unis.

On peut s'étonner que les États-Unis aient une rhétorique agressive vis-à-vis de l'Allemagne alors que le déficit bilatéral de 65 milliards de dollars n'est pas du même ordre que le déficit bilatéral que les États-Unis ont avec la Chine (370 milliards de dollars). Mais on ne parle pas des mêmes produits. Dans le cas de la Chine le modèle de base était la conception aux États-Unis, la production en Chine, même s'il a évolué avec la montée en gamme technologique de la Chine, la montée éducative notamment (l'exemple d'*Apple* vient parmi d'autres à l'esprit pour ce modèle de dissociation entre conception américaine et production chinoise). La relation manufacturière avec l'Allemagne est différente car les Allemands n'ont pas de problème pour concevoir des produits avancés qui ont un véritable succès aux États-Unis et jouissent d'une image de marque très positive. Une éventuelle défaite de Donald Trump aux prochaines élections ne changerait pas l'équation germano-américaine du tout au tout.

Ces tendances à la remise en cause de l'ordre commercial, déjà observées sous Barack Obama de façon plus feutrée et en parallèle au développement de grands accords de libre-échange, dépassent la question des partis. Donald Trump a certes une approche anti-globaliste revendiquée, qui tranche avec les décennies passées. Il a nommé des gens qui, pour la plupart, sont clairement sur la même ligne que lui, d'autres un peu moins, et lors des réunions à la Maison blanche, quand il accuse certains de ses proches conseillers d'être des « globalistes », c'est une insulte et une accusation grave dans sa bouche. « *I want tariffs!* » (« Je veux des tarifs douaniers ! ») aurait-il exigé récemment lors d'une réunion dans le bureau ovale. C'est un enjeu majeur dans sa politique et dans la perception de sa politique par l'électorat américain, mais la question douanière s'inscrit en réalité dans une équation à la fois commerciale et technologique, plus complexe, dont

la prise de conscience progressive touche l'ensemble du spectre politique américain.

Face à la remise en cause de leur modèle économique, les autorités allemandes ont tendance à récuser la critique en invoquant la qualité des produits allemands et en rejetant toute idée de biais dans le jeu commercial. Il est évident que l'Allemagne n'entre pas dans la catégorie de la manipulation monétaire telle qu'elle est définie par la législation américaine. La politique de la BCE n'est pas fixée par l'Allemagne, qui a d'ailleurs tendance à s'en plaindre depuis que Mario Draghi a remplacé Jean-Claude Trichet, et qui, non seulement souhaiterait des taux d'intérêt plus élevés pour ses retraités et ses compagnies d'assurance, mais ne verrait pas d'un mauvais œil un taux de change également plus élevé. Donc les outils qui ont été développés par les autorités américaines avec à l'esprit le Japon des années 1980 ou la Chine des années 2000 ne sont pas adaptés au cas allemand, et leur invocation dessert plutôt l'argumentation américaine du fait de ce décalage. Et il est plus complexe d'expliquer que l'excédent commercial allemand résulte notamment de la politique nationale de compression salariale dans le cadre de la zone euro, qui a un effet supplémentaire sur le reste du monde par le nivellement par le bas qu'elle a induit en Europe... L'évolution du modèle européen vers une compression généralisée de la demande et le développement d'un excédent commercial majeur à l'échelle de la zone euro est pourtant un véritable sujet de préoccupation. L'inscription de l'économie allemande dans la zone euro immunise le pays contre les critiques monétaires/commerciales traditionnelles, d'autant plus lorsqu'elles sont formulées sans prendre en compte cette relative complexité. Dans le même temps, la réplique de certains aspects du modèle allemand à l'échelle européenne rend le problème d'autant plus pressant.

En parallèle de leur réponse, souvent évasive, sur la question commerciale, les dirigeants allemands ont tendance à orienter le débat davantage sur la question des valeurs, sur l'image d'un pouvoir politique différent ; thématique qui trouve un écho important au sein de l'opinion allemande. La perception des États-Unis dans les débats allemands a pris un tournant avec le scandale de la NSA et on a vu, au cours des dernières années, croître un scepticisme important vis-à-vis des États-Unis.

D'un point de vue plus économique, la question des sanctions est très importante et, couplée aux scandales d'espionnage, nourrit l'idée en Allemagne que les États-Unis biaisent le jeu économique mondial, en une sorte de réponse

symétrique aux accusations américaines sur l'excédent commercial allemand. Les sanctions contre la Russie évitent le secteur énergétique bien que les Européens, l'Allemagne, les États-Unis n'aient pas la même perception de cette question. En effet, le lien entre l'Union européenne et la Russie est incomparablement plus fort que celui, très faible d'un point de vue économique, qui existe entre les États-Unis et la Russie. Inclure le secteur énergétique dans les sanctions contre la Russie affecterait les entreprises européennes du secteur énergétique, les entreprises allemandes notamment, mais surtout cela ciblerait directement la stratégie énergétique allemande. Jean-Pierre Chevènement évoquait la question du gazoduc Nord Stream 2 qui non seulement aura pour fonction d'accroître l'approvisionnement de l'Allemagne en gaz russe mais fait partie d'une nouvelle stratégie de réexportation de gaz depuis l'Allemagne, une stratégie de *hub* énergétique. Les autorités allemandes parlent seulement de la sécurisation de leur approvisionnement, du fait entre autres des mauvaises relations entre l'Europe centrale et la Russie, mais il s'agit en réalité d'une stratégie qui ne s'inscrit pas véritablement dans ce qui était prévu dans le cadre de la coopération européenne. Les projets européens se focalisaient, avant d'être segmentés et fortement revus à la baisse, sur la question de la diversification vis-à-vis de la Russie et l'idée d'emprunter à cette fin le corridor sud pour amener du gaz de la Mer Caspienne, de l'Azerbaïdjan jusqu'à l'Europe du sud pour ensuite le diffuser en Europe. Les sanctions américaines viennent directement menacer l'accroissement des importations de gaz russe vers l'Allemagne, pour une rediffusion en partie vers le reste de l'Europe.

La menace qui pèse sur les entreprises énergétiques européennes dans leurs liens avec la Russie s'inscrit dans une question plus large, l'extraterritorialité du droit américain, des sanctions américaines. La *Deutsche Bank* a été lourdement condamnée par la justice américaine dans le cas des *subprimes*, à la suite de la crise financière, mais aussi dans le cas des sanctions pour des financements liés à la Syrie et à l'Iran et pour le financement de projets avec la Russie. Cela fait écho au sort infligé à BNP Paribas. Mais, d'un certain point de vue, les tensions actuelles sont plus graves car il s'agit davantage d'une forme de guerre économique qui s'enclenche sur le terrain énergétique.

Donald Trump veut des tarifs douaniers et évoque des chiffres de l'ordre de 35 % à l'encontre de BMW dans le cas où cette firme produirait davantage au Mexique. Cela entre évidemment dans le cadre de la renégociation de l'accord de libre-échange nord-américain plus encore que des relations avec l'Allemagne. La direction que prendrait une détérioration des relations

économiques germano-américaines, une sorte de guerre économique, pourrait se concentrer en réalité sur des choses, d'une certaine façon, plus subtiles qu'une véritable guerre commerciale à coups de tarifs douaniers sur les flux commerciaux bilatéraux. Il s'agirait de mettre en œuvre des tracasseries réglementaires plus importantes. La question des sanctions, en particulier dans le secteur énergétique, est directement liée à cette équation, sous une forme exacerbée. On observe ainsi une sorte de symétrie entre la question de l'excédent commercial allemand, qui va durer et qu'il est de plus en plus difficile pour les dirigeants allemands de récuser, et l'instrumentalisation des sanctions.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, M. Bourgeot de cet éclairage qui dépasse en effet la vision économique pure.

J'aimerais qu'on traite le problème sur un plan plus politique, c'est pourquoi je me tourne vers M. l'ambassadeur de Montferrand pour lui poser un certain nombre de questions.

D'abord, historiquement, il ne me semble pas évident que les États-Unis et l'Allemagne aient toujours été des partenaires énamourés. Certes les Américains sont arrivés tard lors des deux guerres mondiales – on peut même dire que Hitler leur a déclaré la guerre en 1941 – et ils sont repartis très vite après 1918 puisque, comme chacun sait, ils ont rejeté le Traité de Versailles et ils n'ont pas été membres de la SDN, ce qui a ruiné l'équilibre du Traité de Versailles tel que Clémenceau l'avait un moment accepté en arrêtant l'offensive des armées alliées en novembre 1911. Je dirai que la rivalité du capitalisme américain et du capitalisme européen s'est traduite à divers moments par des tensions. Mais je ne veux pas simplifier les choses ou opposer les États-Unis et l'Allemagne.

La dimension géopolitique me semble importante. La plupart des intellectuels médiatiques américains, des journalistes, des écrivains, ne voient pas d'un très bon œil ni la monnaie unique ni le *leadership* que l'Allemagne exerce *de facto* sur l'Union européenne. Par rapport à l'époque où ils soutenaient l'unification européenne, les États-Unis sont aujourd'hui dans une attitude plus réservée, notamment sur le chapitre de la monnaie unique, et ils font grand reproche à la politique allemande du rôle déflationniste qu'elle exerce en Europe et qui se

traduit par un déséquilibre commercial assez conséquent entre l'Europe et les États-Unis (132 milliards d'euros en 2016). Des études très complètes ont été faites par la Fondation Res publica sur les déséquilibres du commerce extérieur, notamment par produits, peut-être pas assez par pays mais cet arrière-plan existe. Au-delà de l'élément économique il y a un élément, me semble-t-il, plus profond. Je crois percevoir une certaine méfiance des États-Unis vis-à-vis du *leadership* de fait que l'Allemagne exerce sur l'Europe depuis qu'elle a imposé sa règle d'or en 2012. Stiglitz et Krugman ont exprimé cela d'une manière plus approfondie que je ne peux le faire ici.

L'affaire ukrainienne pose la question de la relation avec la Russie. Les sanctions américaines s'appliquent à l'énergie mais aussi à d'autres domaines : aux technologies duales, à la finance et, depuis le mois de juillet dernier, aux entreprises qui participent à la construction du gazoduc entre Saint-Petersbourg et l'est de l'Allemagne, à travers la Baltique. Ces sanctions ont été qualifiées d'intrusions dans la politique énergétique européenne par le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Sigmar Gabriel et le Quai d'Orsay lui-même a déclaré qu'elles étaient illicites au regard du droit international, comme d'ailleurs l'extraterritorialité du droit américain. Il y a donc une dimension géopolitique qui s'est cristallisée sur le conflit ukrainien, lequel doit être vu dans un contexte plus vaste. Et je me demande s'il n'y a pas une relation entre la montée des BRICS et une réaction qui se serait manifestée à travers cette crise ukrainienne que, selon moi, on aurait pu éviter mais que l'on n'a pas cherché à éviter.

Elle s'est produite et elle pose le problème de la sécurité européenne, donc de la défense, donc de la participation des Européens, et de l'Allemagne en particulier, à la défense de l'Europe. Il ne faut quand même pas oublier que l'article 5 de l'Alliance atlantique a été mis en cause par le Président Trump et, même si M. Tillerson, son secrétaire d'État, a ensuite nuancé le propos, celui-ci a été tenu et cela veut dire quelque chose... ou alors je ne comprends rien. Il y a cet aspect défense, sécurité européenne, et, évidemment, un déséquilibre au cœur de l'Europe. Comment sera-t-il réduit ? Comment arrivera-t-on à restaurer un équilibre ? Les accords de Minsk ne peuvent pas aujourd'hui s'appliquer. Pourront-ils s'appliquer demain ? Tous ces enjeux ne sont guère traités dans les élections allemandes. Il faut dire que la campagne allemande, relativement atone, oppose (ou tente d'opposer) Mme Merkel et M. Schultz qui appartiennent à la même coalition. Les élections allemandes recèlent néanmoins un potentiel de surprises possibles : le score de l'AfD, le score du FDP.

Historiquement, le FDP a eu des positions très différentes sur la question des relations germano-russes. M. Genscher était partisan d'un rapprochement avec la Russie parce qu'il était la clef de la réunification allemande... et alors qu'on a pu voir que M. Westerwelle, alors ministre des Affaires étrangères, manifestait beaucoup moins de sensibilité à cette question à Kiev au moment de Maïdan. On observe que les positions prises du côté allemand par rapport à la Russie évoluent à partir de 2011-2012 : à partir de la réélection du Président Poutine on voit une certaine prise de distance dans les résolutions votées par le *Bundestag*, qui mettent l'accent sur l'importance d'une relation avec la société civile russe plutôt qu'avec le gouvernement.

Enfin, une question plus politique : que peut-on attendre des élections allemandes ?

Sur toutes ces questions qui se pressent à l'esprit, j'aimerais, Monsieur l'ambassadeur, que vous éclairiez un peu notre lanterne parce qu'il y a quand même beaucoup d'inconnues dans la situation actuelle.

BERNARD DE MONTFERRAND
------------------------

*La dégradation des relations diplomatiques entre l'Allemagne et les États-Unis  
et ses conséquences*

Merci, Monsieur le ministre.

La une du *Spiegel*, il y a quelques jours, montrait une Mme Merkel comme accablée de fatigue et un M. Schultz très endormi en titrant « *Aufwachen!* » (Réveillez-vous !). Les Allemands sont donc eux-mêmes très conscients de la faiblesse des débats de la campagne électorale.

Comme on vient de le voir, on constate aujourd'hui une dégradation très forte des relations germano-américaines. Un temps fort l'a symbolisée, le 25 mai dernier, au siège de l'OTAN où le Président Trump se rendait pour la première fois. Angela Merkel y a prononcé, sur un ton tout à fait inhabituel, quelques mots bien sentis, véritable leçon d'ouverture et de multilatéralisme au Président américain. En février dernier, l'ARD (*Arbeitsgemeinschaft der öffentlich-*

*rechtlichen Rundfunkanstalten der Bundesrepublik Deutschland*), la grande chaîne de télévision publique, a réalisé un sondage selon lequel 22 % des Allemands considéraient l'Amérique comme un partenaire fiable (contre 66 % en novembre de l'année précédente).

Cette dégradation est-elle seulement le produit de l'élection de Donald Trump (dans le monde, pratiquement toutes les relations bilatérales des États-Unis connaissent une sorte de crise majeure et ont été soit déstabilisées soit fragilisées) ou s'agit-il d'un phénomène beaucoup plus profond ?

Il faut d'abord remettre en perspective ce phénomène face aux fondamentaux des relations américano-allemandes qui paraissaient jusqu'ici d'une solidité à toute épreuve.

Jean-Michel Quatrepoint a rappelé quelque chose de très important : les liens du sang. « Un Américain est un Allemand qui parle anglais », a-t-on coutume de dire. En nombre, les premiers immigrants arrivés aux États-Unis sont les Allemands, bien avant les Écossais et les Irlandais.

Il faut parler ensuite des liens de l'histoire. Tous les livres récents sur la Première guerre mondiale montrent l'étroitesse des liens qui, à l'époque, existaient entre Américains et Allemands. Juste après la guerre, Clémenceau et Lloyd George étaient furieux contre Wilson, lequel, considérant qu'il ne devait pas y avoir de pays gagnant, que l'Allemagne ne devait pas être humiliée, avait une attitude extrêmement ouverte à l'égard de l'Allemagne. Après la Deuxième guerre mondiale, il y eut l'aide à la reconstruction puis l'aide à la remilitarisation (la protection contre la menace soviétique comptait énormément pour les Allemands), enfin l'aide à la réunification qui fut fortement ressentie par les Allemands.

Tout cela se traduit par un réseau germano-américain d'une densité exceptionnelle, une sorte d'imbrication extraordinairement étroite. Les relations d'affaires et commerciales ne se traduisent pas uniquement par les chiffres considérables d'investissements directs ou de commerce mais aussi par des relations humaines, personnelles, d'une grande étroitesse entre hommes d'affaires, par des relations universitaires et intellectuelles et, dans le domaine stratégique, par la fameuse Conférence de Munich, la *Wehrkunde*. Ce forum annuel consacré aux questions de sécurité, sorte de grand-messe où tout le monde se rencontre n'a nul équivalent dans le monde. Les Américains affrètent un Boeing où embarquent de nombreux sénateurs – et on ne déplace pas facilement les sénateurs américains – qui viennent passer trois jours à Munich.

Cette proximité a fait que, pour des raisons fondamentales de sécurité, il ne fallait jamais demander à l'Allemagne de choisir entre l'Europe, la France et les États-Unis. De Gaulle en avait fait l'expérience lorsque les Allemands avaient imposé le fameux préambule au traité de l'Élysée, signé le 22 janvier 1963, préambule qui sera voté par le *Bundestag* le 15 juin 1963<sup>13</sup>.

Dans ce contexte, quelle est la signification des difficultés actuelles ?

Mon sentiment est que si l'imprévisibilité et la violence verbale de Trump sont un facteur de cette crise, elles accentuent et mettent en évidence une évolution assez profonde de la politique étrangère allemande qui s'est manifestée par de nombreux signes depuis les années 2000 avec la nouvelle affirmation de l'Allemagne, une fois passées les difficultés de la réunification. À une sorte d'américano-scepticisme s'est progressivement substituée une

---

<sup>13</sup> Préambule à la loi portant ratification du traité franco-allemand, voté par le Bundestag (Bonn, 15 juin 1963) :

« *Convaincu que le traité du 22 janvier 1963 entre la république fédérale d'Allemagne et la République française renforcera et rendra effective la réconciliation et l'amitié entre le peuple allemand et le peuple français.*

*Constatant que les droits et les obligations découlant pour la République fédérale des traités multilatéraux auxquels elle est partie ne seront pas modifiés par ce traité.*

*Manifestant la volonté de diriger l'application de ce traité vers les principaux buts que la république fédérale d'Allemagne poursuit depuis des années en union avec ses autres alliés et qui déterminent sa politique, à savoir :*

*- le maintien et le renforcement de l'Alliance des peuples libres et, en particulier, une étroite association entre l'Europe et les États-Unis d'Amérique,*

*- l'obtention du droit d'autodétermination pour le peuple allemand et le rétablissement de l'unité allemande,*

*- la défense commune dans le cadre de l'Alliance de l'Atlantique nord et l'intégration des forces armées des États membres du pacte,*

*- l'unification de l'Europe selon la voie tracée par la création des Communautés européennes, en y admettant la Grande-Bretagne et les autres États désirant s'y joindre et le renforcement des Communautés existantes,*

*- l'abaissement des barrières douanières par des négociations entre la Communauté économique européenne, la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique, ainsi que d'autres États, dans le cadre du GATT.*

*Conscient qu'une coopération franco-allemande conduite selon ces buts sera bénéfique pour tous les peuples, servira au maintien de la paix dans le monde et contribuera par là simultanément au bien des peuples français et allemand,*

*Le Bundestag ratifie la loi suivante. »*

autonomie, une indépendance d'esprit, une sorte d'émancipation croissante de l'Allemagne.

Cette nouvelle attitude se traduit dans de nombreux domaines. Le plus significatif est naturellement celui de la politique étrangère et de sécurité. Dans le passé, l'Allemagne avait toujours considéré que les garanties et l'engagement américains étaient un article de foi aveugle. Adenauer s'est certes parfois interrogé sur les disponibilités au compromis des Anglo-saxons au moment des crises de Berlin mais sans véritable suite. L'Allemagne était l'élève modèle de la classe atlantique. Cette attitude a clairement évolué ces dernières années au point d'en faire pratiquement l'un des élèves les plus difficiles.

L'attitude de l'Allemagne a évolué dans une affirmation d'autonomie qui touche la défense mais aussi les questions européennes. En témoignent deux expressions emblématiques de cette attitude : Gerhard Schröder déclare au *Bundestag* en 2003 : « *Désormais, toutes les décisions concernant l'Allemagne se prennent à Berlin* ». Quatorze ans plus tard, fin mai 2017, après le G7 en Italie, Angela Merkel déclare : « *Le temps où nous pouvions totalement nous reposer sur d'autres est en partie révolu* ». Dans une longue interview qui reprend son analyse de la nouvelle attitude allemande, donnée à *Die Zeit* le 5 juillet 2017, elle précise : « *Nous ne savons pas si nous pouvons ou devons à l'avenir nous reposer sur les États-Unis, ne sachant pas s'ils sont prêts à s'investir autant qu'avant dans le travail des Nations Unies, dans les affaires du Moyen-Orient, dans la politique de sécurité européenne et dans les missions de maintien de la paix en Afrique* ».

Cette manifestation d'autonomie touche des domaines aussi divers qu'essentiels.

En 2003, on l'a rappelé, Schröder décide que l'Allemagne ne soutiendra pas la guerre en Irak. Non seulement il ne participe pas, non seulement il ne soutient pas mais il ne fait pas de chèque – contrairement à Kohl lors de la première intervention en Irak – et, en plus, il s'oppose et le dit haut et fort. En 2008-2009, de nombreuses années après, c'est au tour de Mme Merkel de freiner sérieusement et, avec le Président Sarkozy, de refuser à Obama les projets américains pour franchir les premiers pas de l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN, considérant que les Européens n'étaient pas prêts à mourir pour Kiev ou pour la Géorgie. En 2011, l'Allemagne suit le Brésil, l'Inde, la Russie, la Chine dans l'abstention au Conseil de sécurité où l'on proposait une *No Fly Zone* sur la Libye, ce qui est très fortement ressenti à l'époque. C'est

aussi vrai, cela a été dit, pour la présence sur le sol allemand des têtes nucléaires à moyenne portée, refusée par le ministre allemand libéral Westerwelle et aujourd'hui par Schultz, qui demande le retrait de toutes les têtes nucléaires à moyenne portée du territoire allemand. C'est aussi la position des libéraux, avec M. Lindner, successeur de M. Westerwelle.

Le second domaine qui sépare les États-Unis et l'Allemagne est la question fondamentale du multilatéralisme et du libre-échange qui en est l'expression la plus sensible. Le Président Trump, on l'a rappelé, a lancé une attaque plus que frontale contre les excédents allemands et l'industrie automobile allemande (7 % du marché américain) en introduisant l'exigence d'une contrepartie aux dépenses de défense américaine à l'abri desquelles se font ces excédents. Cela s'ajoute à l'échec des projets d'accords commerciaux, devenus très impopulaires en Allemagne, par des exigences de transparence en matière d'environnement et de santé publique, mais aussi, dans un certain nombre de milieux d'affaires, par des exigences, de la part de l'Allemagne, d'un meilleur équilibre pour résoudre les différends. Mme Merkel a réagi vigoureusement aux attaques de Trump, en particulier dans ce fameux article de *Die Zeit* du 5 juillet (déjà cité): « *Tandis que nous cherchons comment nous pouvons coopérer pour que cela profite à chacun, l'administration américaine envisage la mondialisation, non pas en termes de gagnant-gagnant mais de gagnant-perdant.* »

Le troisième domaine qui sépare de façon très forte les Américains des Allemands aujourd'hui est celui de la lutte contre le réchauffement climatique qui tient un rôle majeur dans une opinion allemande d'une sensibilité exacerbée sur ce sujet. En décembre 2009, à la conférence de Copenhague, les États-Unis s'étaient rapprochés de la Chine pour refuser un compromis qui aurait augmenté les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ce rapprochement entre les deux pays qui représentent 40 % des émissions mondiales était apparu aux yeux des Allemands comme une sorte d'alliance contre-nature et une trahison. J'étais alors en Allemagne. « Comment les Américains peuvent-ils par une sorte d'alliance de circonstance se retrouver avec la Chine sur un sujet qui pour nous est absolument fondamental ? », s'indignait-on. Naturellement les positions de Trump et l'annonce du retrait, le 2 juin, de l'accord de Paris, même si M. Tillerson, ces derniers jours, a un peu rétropédalé, heurtent de plein fouet les intérêts allemands. Elles sont pour eux totalement inacceptables.

Autre sujet de divergence aujourd'hui : les questions financières. On se souvient trop peu que la crise de 2008-2009, causée par les *subprimes* américaines, dont pourtant les banques allemandes avaient abusé, avait terriblement choqué les Allemands. M. Peer Steinbrück, le ministre des Finances (qui fut ensuite candidat à la chancellerie), avait eu des mots très durs sur le sujet. Je me souviens qu'il se promenait partout en Allemagne en parlant de l'économie américaine comme d'une « économie de casino » qu'il présentait comme scandaleuse ! Il y avait eu dans les milieux économiques allemands une forte campagne anti-américaine. Angela Merkel a toujours eu des relations personnelles étroites avec Barack Obama mais, tout de même, en 2011, lors du G20, elle eut à subir de sa part des critiques d'une grande violence contre l'Allemagne et les Européens qui ne voulaient pas faire de relance à tout prix. Venant d'un pays qui avait causé la crise, l'effet avait été très négatif en Allemagne. On avait même vu Mme Merkel pleurer à la télévision tant elle était affectée par ces attaques.

Dernier sujet : les questions énergétiques sont devenues un problème avec le fameux gazoduc Nord Stream 2 auquel les Américains s'opposent pour des raisons stratégiques, surtout pour contrer les Russes. Les décisions américaines concernant l'exploitation des gaz de schiste sont également très mal vues des Allemands.

Quelles conséquences ces malentendus peuvent-ils avoir sur les relations entre la France et l'Allemagne, sur les affaires européennes, sur la position stratégique de l'Allemagne ?

Je crois que la nouvelle autonomie allemande ouvre potentiellement de nouvelles perspectives pour l'Europe, en particulier en rééquilibrant la relation Amérique-Allemagne et la relation Amérique-Europe en faveur d'une autonomie plus forte des Européens. Mais cette évolution n'a rien d'automatique. D'abord parce que la relation entre les États-Unis et l'Allemagne restera très forte, non seulement pour les raisons culturelles et historiques dont nous avons parlé mais naturellement pour des raisons stratégiques et de sécurité. Ce n'est ni la France ni la Grande-Bretagne mais les Américains qui, au sein de l'Alliance atlantique, sont les garants, en dernier ressort, de la sécurité allemande. Les malentendus entre l'Amérique et l'Allemagne après la première Guerre du Golfe, malgré toutes les phrases assassines qui avaient été prononcées à l'époque, ont été dissipés plus rapidement qu'on ne le croyait et Mme Merkel a joué, à sa place, à l'époque, un rôle actif. Elle a aussi démontré où étaient ses

priorités en se réconciliant très rapidement avec Barack Obama, malgré de sérieuses divergences sur les frontières de l'OTAN, sur la conjoncture mondiale et malgré les fameuses crises de *Wikileaks*, des écoutes de son portable ou de l'expulsion en 2014 du responsable des services spéciaux américains en Allemagne. Elle a reçu des mains de Barack Obama la *Presidential Medal of Freedom*, ce qui est un symbole fort et, comme on l'a rappelé, ses convictions, héritées de son passé en République Démocratique Allemande, restent profondément ancrées dans l'orbite américaine. Et je rappelle que, comme on l'a dit, elle a soutenu l'intervention américaine en Irak.

Cette évolution n'a rien d'automatique non plus parce que, pour qu'une alternative plus européenne se développe, il faudrait que les projets européens soient clairs, qu'ils soient soutenus par une véritable dynamique européenne. Or ces projets sont encore trop souvent marqués par l'incertitude et les ambiguïtés. Le rééquilibrage vers une Europe plus autonome dépendra de la direction que nous saurons prendre et d'un accord franco-allemand sur quelques objectifs clairs. On nous dit que l'agenda franco-allemand est en préparation, on y travaille très activement entre la chancellerie et l'Élysée de façon à pouvoir le mettre en œuvre après les élections allemandes, mais les problèmes restent nombreux.

Par le passé, Mme Merkel a toujours montré qu'elle était très peu encline à définir des programmes. Aujourd'hui, si on essaie de définir le sien on peine, comme ses adversaires de la campagne l'ont souligné, à sortir d'un certain flou et d'une assez grande incertitude. D'où la difficulté de définir un programme franco-allemand avec la Chancelière.

Deuxième difficulté : Quels sont les objectifs possibles ? Lesquels retenir ?

En matière économique et financière, l'Allemagne ne prend guère le chemin d'un changement de politique économique et reste d'autant plus attachée à des comptes équilibrés que son endettement reste élevé et que son vieillissement l'inquiète au plus haut point. J'ai souvent entendu M. Schaüble, le ministre fédéral des Finances, interpellé sur ces sujets (sur le mode : « Pourquoi ne dépensez-vous pas plus ? »), répondre à ses interlocuteurs français : « Vous avez de la chance, vous pouvez passer le ballon de l'endettement à la génération suivante, parce qu'il y a une génération suivante en France. Mais nous, à quelle génération allons-nous passer le ballon de l'endettement allemand ? Cela nous fait obligation d'avoir une situation saine, plus saine que d'autres ». Et l'un des facteurs de désamour de Schultz dans l'opinion allemande ces derniers mois a

été sa remise en cause possible des réformes de Schröder et son image « dépenièrè » par rapport à Mme Merkel, surnommée la « *Schwäbische Hausfrau* » (la ménagère souabe), en quelque sorte l'Auvergnate allemande.

Autre incertitude, pour pouvoir lancer quelque chose d'ambitieux pour l'autonomie européenne, la preuve reste encore à faire que des réformes importantes pourront être mises en œuvre en France afin que notre pays redevienne un partenaire fiable de l'Allemagne pour approfondir l'union économique et monétaire. Les Allemands, j'en suis convaincu, ne progresseront vers davantage de solidarité qu'avec le retour d'une confiance économique profonde sur les fondamentaux de l'économie française.

Enfin, autre difficulté, quand on parle des sujets précis, les interprétations restent extrêmement éloignées en France et en Allemagne.

En Allemagne, Fonds monétaire européen signifie surveillance – comme le Fonds Monétaire International (FMI) au niveau mondial –, surveillance de la vie économique de chacun et garantie de sérieux ; les Français de leur côté y voient des moyens de financement supplémentaires.

Que signifient « gouvernement de la zone euro », « ministre des Finances européen », « budget européen » ?

Que veut-on faire dans d'autres domaines très sensibles ? Veut-on véritablement un *cloud* européen, un « nuage » qui protège les données européennes ou un marché unique numérique ? Il n'y a jamais eu de volonté claire dans ce domaine.

Dans le domaine de la défense, deuxième grand domaine important pour l'avenir, le facteur d'incertitude porte sur ce que veulent exactement faire les Européens. Il y a une volonté affichée partout, on en parle depuis longtemps, de faire une défense européenne. Mme Merkel a d'ailleurs augmenté de manière très sérieuse le budget allemand (près de 8 %) bien que le SPD refuse l'objectif des 2 % du PIB consacrés à la défense en Allemagne. Pourtant que d'ambiguïtés ! En Allemagne on parle beaucoup d'une armée européenne alors que chacun sait que jamais les forces engagées dans une opération même multilatérale, même intégrée, n'ont cessé d'avoir un lien d'autorité directe avec leurs autorités nationales. Quand des troupes allemandes sont en Afghanistan, elles ont naturellement un lien direct avec le ministère de la Défense allemand et avec la commission du *Bundestag* qui suit ces affaires. Dans ce contexte, la notion d'armée européenne est évidemment quelque chose de très particulier. On parle aussi coopération en matière d'armement mais jamais les exigences du

« juste retour » n'ont été aussi fortes et le comportement de l'Allemagne aussi soucieux de ses intérêts nationaux. Quand, il y a quatre ans, Airbus et EADS ont voulu racheter *British Aerospace* (BAE) tout a été bloqué par l'Allemagne pour des raisons stratégiques très claires. Réussira-t-on à se fixer des objectifs très pragmatiques en laissant de côté les *a priori* idéologiques dans ce domaine, en cherchant des mutualisations, des coopérations, selon des cercles variables ? Sommes-nous prêts à créer des instruments de développement de la recherche, sorte de DARPA<sup>14</sup> européenne, comme on en parle beaucoup ? La voie semble aujourd'hui beaucoup plus ouverte mais ne nous faisons pas d'illusions, de même que le Brexit ne modifie pas complètement la donne de la défense européenne – de très nombreux pays membres ont la même position que Londres –, de même la nouvelle autonomie allemande ne va pas entraîner la création immédiate de capacités de défense européennes. Mais elle devrait les faciliter.

Quels effets les nouvelles dispositions allemandes auront-elles sur les relations avec la Russie et avec l'Asie ?

Je crois qu'elles n'en auront pas tellement parce que l'Allemagne n'a pas attendu Trump pour faire son « pivot asiatique » en matière économique. Il y a déjà eu, comme on l'a dit, une réorientation des investissements allemands vers les États-Unis et du commerce allemand vers l'Asie.

Vis-à-vis de Moscou et sur l'Ukraine, l'Allemagne n'a pas non plus attendu l'élection de Trump pour affirmer un point de vue allemand et européen qui n'est pas tout à fait le même que celui des États-Unis, une position relativement proche de celle de la France. Son approche à l'égard de la Russie tient aux relations économiques très fortes qu'elle entretient avec ce pays, tempérée par la conscience au moins aussi forte qu'il est aujourd'hui un partenaire beaucoup moins intéressant que ne peut l'être la Chine. Elle est aussi appuyée sur la

---

<sup>14</sup> La *Defense Advanced Research Projects Agency* (DARPA), agence du département de la Défense créée aux États-Unis en 1958 (en réplique à Spoutnik), dans le but de faire en sorte que la technologie américaine soit toujours supérieure à celle de ses ennemis, a contribué à la création d'inventions qui ont révolutionné la technologie dans le monde militaire et civil comme l'Arpanet qui est devenu Internet ou encore le GPS. Aujourd'hui, cette agence cherche à positionner les Américains au premier rang dans le développement technologique des armes de demain dans les domaines de la cyberguerre, de la robotique, des nanotechnologies, du spatial.

conviction qu'un élargissement à tout va de l'OTAN vers des pays comme l'Ukraine ou la Géorgie, ou d'autres, n'aurait pas de sens aujourd'hui.

Le défi de l'Allemagne dans les circonstances actuelles et dans sa nouvelle relation avec les États-Unis, c'est un peu le défi que M. Brzeziński décrivait en qualifiant l'Allemagne de « quasi *global power* ». Tout est dans le « quasi » mais il y a quand même l'expression « *global power* ». Trump pousse l'Allemagne à évoluer vers un statut encore plus affirmé. Mais nous voyons que l'Allemagne marche dans cette direction avec la réserve et la prudence dont Mme Merkel est en quelque sorte l'image, Richelieu aurait dit « *à pas de plomb et de laine* ».

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur l'ambassadeur pour ce brillant exposé et toutes les questions qu'il pose, que vous avez à juste titre retournées.

Quand on ne sait pas très bien où on va, il faut regarder d'où l'on vient. C'est le Professeur Édouard Husson qui va maintenant introduire la dimension du temps long, bien que celle-ci n'ait pas été négligée par les intervenants précédents.

ÉDOUARD HUSSON

*Allemagne/États-Unis : quelques leçons de l'histoire*

Merci beaucoup.

Le rappel d'un certain nombre de faits et l'anticipation sur des tendances par les trois orateurs précédents dessinent, de manière frappante, une image très incertaine. Je reprendrai la citation de Mme Merkel du 28 mai dernier en mettant l'accent sur d'autres mots que ceux qu'on remarque habituellement. Mme Merkel dit, après avoir été prétendument malmenée par Donald Trump : « L'époque où nous pouvions compter *complètement* (*vollständig*) sur nos alliés est désormais terminée... ». Tout est dans le « *vollständig* ». Elle nuance ensuite sa phrase : « ... *jusqu'à un certain point*. C'est ce dont j'ai fait l'expérience ces

derniers jours. C'est pourquoi je ne peux que dire : nous autres Européens nous devons prendre notre *destin* (*Schicksal*) en main. « *Schicksal* », il n'y a pas en allemand de mot plus fort (avec les connotations qu'il évoque pour ceux qui connaissent un certain passé) et en même temps plus vague (parce qu'on n'est plus dans ce passé).

Si on a beaucoup de mal à savoir où l'Allemagne se situe aujourd'hui c'est qu'elle-même est très hésitante. Je donnerai un exemple : plusieurs d'entre vous ont rappelé que Gerhard Schröder, en 2003, s'était distancié des États-Unis sur la question de la guerre en Irak. Mais, en 2001, le même Gerhard Schröder avait affirmé une solidarité totale à propos de la guerre en Afghanistan (il y a encore aujourd'hui des troupes allemandes en Afghanistan). Par ailleurs, à peine les États-Unis avaient-ils envahi l'Irak que la République Fédérale d'Allemagne se plaçait pour former la police irakienne après l'installation américaine dans le pays.

On voit que tout cela est plus compliqué que les apparences. Je vais essayer de placer un certain nombre d'éléments en perspective et tenter de donner des clefs de lecture.

Je voudrais insister sur un point-clef pour comprendre l'incertitude ou l'incapacité des Allemands à choisir entre une attitude franchement anti-américaine et une attitude franchement pro-américaine dans le contexte actuel, celui de l'élection de Donald Trump, Américain d'ascendance allemande. En fait il y a toujours deux composantes dans la politique allemande : une composante d'intégration très forte, quelquefois hiérarchique puisqu'elle consiste à placer l'Allemagne au sommet d'un dispositif d'organisation (comme l'Union Européenne), et une composante de mise en concurrence des acteurs et de fortes libertés, en particulier la liberté économique.

Ce qui, chez les Américains, fascine les Allemands, c'est l'économie de marché, la liberté de concurrence, tout ce qui fait se rejoindre l'esprit d'entreprise allemand et l'esprit d'entreprise américain.

Ce qui les met mal à l'aise aujourd'hui, c'est que, contrairement à la période d'après 1945 où se dessinait un schéma clair d'intégration dans l'OTAN, la CEE puis l'Union européenne devenant un sous-ensemble de cette « communauté occidentale », depuis la réunification les choses sont beaucoup moins claires, d'abord parce que l'Allemagne redevient une puissance, et aussi parce que, réunifiée, elle affirme des intérêts nationaux. Ces intérêts nationaux l'ont amenée, dans un souci d'équilibre européen, à entrer dans la logique de l'euro et

de l'Union européenne mais, d'un autre côté, la montée en puissance de cette Europe construite autour de l'Allemagne a largement inquiété les États-Unis à plusieurs reprises... ou bien les a laissés sceptiques. En effet, les économistes américains ont une double tendance : redouter ce qui se passe en Europe autour de l'Allemagne ou bien être carrément sceptiques sur ce qui leur semble être une absurdité, à savoir l'Europe que l'on fait entrer au chausse-pied dans le monétarisme allemand.

Je reviendrai d'abord sur la question de savoir si l'actuelle dispute est due seulement à Donald Trump. Je montrerai que ce n'est pas le cas en apportant des éléments qui n'ont pas été donnés jusque-là.

Ensuite je confronterai la vision américaine et la vision allemande de la mondialisation, visions tantôt proches, tantôt antagonistes. C'est en effet ce qui se joue en ce moment avec la tendance américaine à vouloir rééquilibrer un certain nombre de facteurs.

La troisième question que je poserai – rapidement car M. l'ambassadeur de Montferrand y a insisté – portera sur ce que l'Allemagne envisage de faire en se tournant vers l'Asie. Cette tendance eurasiatique est-elle une alternative à ce qui s'était fait jusque-là avec les États-Unis ?

Enfin, j'essaierai de vous expliquer pourquoi je pense qu'il y aura à nouveau convergence entre l'Allemagne et les États-Unis d'ici quelques années.

La dispute actuelle est-elle seulement liée à Trump ?

Evidemment non, cela a été dit.

Je me permets de faire remarquer que la poignée de main refusée par Donald Trump à Mme Merkel, à la Maison blanche, était tout simplement la réponse au message de Mme Merkel lors de l'élection du président américain, véritable leçon donnée par un chancelier allemand sur le thème : « Nous, démocrates, vous mettons en garde. Attention à bien garder les valeurs universelles... ». Il y avait quand même quelque chose d'assez surréaliste dans cette façon de faire !

Je ne m'étendrai pas sur ce qui a été dit, la déception des Allemands, bien antérieure, face à l'Amérique d'Obama. Nous avons parlé de la NSA, du réchauffement climatique... et du scandale Volkswagen qui a causé beaucoup de remous dans l'opinion américaine. Mais je voudrais insister sur l'élément auquel je faisais allusion à l'instant, c'est-à-dire la vision de la démocratie.

Je refuse absolument l'opposition à laquelle se livrent actuellement les médias entre, d'un côté, la vision enjolivée de l'Allemagne « refuge du libéralisme et de

la démocratie » et, de l'autre, l'affreux populisme britannique (Brexit) ou américain (Trump). Cela pour une raison assez simple : on observe dans certains développements allemands récents des tendances loin d'être réjouissantes. C'est une chose que *Google* ou *Facebook* décident de fermer des comptes parce qu'ils y trouvent des contenus qui ne seraient pas dans l'air du temps, dans la pensée des *mainstream media*, c'en est une autre de voir un gouvernement allemand demander autoritairement à *Facebook* de fermer des comptes, faisant même voter une loi pour ça. Il y a actuellement en Allemagne un certain nombre de cas, absolument scandaleux du point de vue de la liberté d'expression, de fermeture systématique de comptes sur *Facebook* et même de menaces, voire de peines d'emprisonnement avec sursis vis-à-vis de journalistes qui n'ont pas le bonheur d'être dans la ligne médiane. Je ne me prononce pas sur le contenu de leurs articles mais, du point de vue anglo-américain, du point de vue de la liberté d'expression, de tels faits sont incompréhensibles. On voit d'ailleurs la Pologne, alliée très proche des Américains, attaquer l'Allemagne sur ces sujets quand elle se trouve elle-même mise en cause sur d'autres sujets.

Il y a différentes façons de se représenter la démocratie. Je ne reviens pas sur les développements d'Emmanuel Todd, dans son livre récent<sup>15</sup>, sur les substrats anthropologiques différents qui peuvent amener à des formes différentes de démocratie à travers le monde. Mais je voudrais insister sur la grande différence entre le monde anglo-américain et l'Allemagne, où le débat se développe actuellement de manière assez antagoniste. D'un côté, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, le clivage entre les populistes et l'*establishment* tend à se résorber. À chaque occasion, le parti républicain aux États-Unis et les deux principaux partis en Grande-Bretagne ont eu tendance à absorber une partie de l'argumentation dite populiste de manière à la remettre le débat dans une logique d'affrontement démocratique entre une droite et une gauche. Au contraire, comme plusieurs orateurs l'ont dit, la campagne électorale allemande se développe en caricaturant la logique de la grande coalition, avec un débat qui n'existe pas entre M. Schultz et Mme Merkel. Les résultats, dimanche prochain, pourraient provoquer la surprise : on peut très bien imaginer que – comme le prédisent certains sondages – le SPD passe en-dessous de la barre des 20 %, que

---

<sup>15</sup> *Où en sommes-nous ? Une esquisse de l'histoire humaine*, Emmanuel Todd, éd. du Seuil, 2017.

l'AfD se rapproche des 15 %<sup>16</sup>, ce qui changerait relativement le débat sur le populisme dans les autres pays tel qu'il est mené en Allemagne. J'insiste sur ce point parce que nous, Français, nous donnons trop facilement bonne conscience en opposant un monde anglo-américain qui aurait fait le mauvais choix, celui du populisme, à une Allemagne qui serait la puissance modèle. La réalité est beaucoup plus complexe. La participation électorale en Allemagne est toujours plus forte qu'ailleurs et nous aurons à regarder très attentivement le chiffre de l'abstention aux élections de dimanche prochain<sup>17</sup>... D'autre part, le chiffre de l'AfD indiquera – ou pas – si, à force de ne plus respecter le vieil adage de Franz Josef Strauß, selon lequel il ne devait rien y avoir à droite de la CDU et de la CSU, Mme Merkel a pris le risque de laisser émerger une force populiste, à savoir l'AfD.

Enfin, un troisième élément révèle très clairement une prise de distance. Les dynamiques démographiques du monde anglo-américain et de l'Allemagne sont totalement à l'opposé. On a parlé de la faible démographie allemande, en dépit d'un tout petit redressement. Au contraire on sait que, bon an mal an, la Grande-Bretagne et les États-Unis gardent une dynamique démographique. Il est très frappant de voir comment, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, en particulier lors de la campagne du Brexit et lors de la dernière campagne électorale américaine, le débat s'est polarisé sur l'enjeu de l'immigration, sur l'enjeu du choix des populations que l'on accueille ou pas. On peut d'ailleurs penser que sans la politique d'accueil massif des réfugiés dans l'Allemagne de Mme Merkel il n'y aurait peut-être pas eu le Brexit... Je ne porte aucun jugement, je dis simplement que les politiques devraient toujours réfléchir aux conséquences de ce qu'ils font et que, lorsque Mme Merkel a pris cette décision, je ne suis pas sûr qu'elle avait mesuré l'impact que cela aurait sur la campagne du Brexit. Ce sont des choses qu'il faut regarder en face. Je comprends bien l'antagonisme et le manque d'empathie du monde anglo-américain et du monde allemand sur ce sujet parce que, depuis 1990, l'Allemagne a constamment fait le choix inverse. On pourrait analyser les décisions politico-militaires de l'Allemagne depuis 1990 comme des tentatives de pallier le déclin démographique par des absorptions successives de populations dont on pense qu'on finira toujours par les assimiler. C'est vrai de l'ancienne Allemagne de

---

<sup>16</sup> Le dimanche 24 septembre 2007, les Sociaux-démocrates (SPD) ont obtenu 20,5% des suffrages et Alternative pour l'Allemagne (AfD), 12,6%.

<sup>17</sup> L'abstention a atteint 23,8 % des inscrits.

l'Est et des Allemands de Russie. Et, chose jamais dite, la tension entretenue dans l'ancienne Yougoslavie a aussi provoqué des vagues d'immigration considérables vers l'Allemagne qui a voulu les assimiler. On pourrait, dans cette perspective, voir l'accueil récent, massif, de réfugiés venus du Proche-Orient, du Moyen-Orient ou d'Afrique comme une décision tout à fait consciente – je suis convaincu qu'elle était consciente de la part de Mme Merkel – de pallier le déficit démographique, l'Allemagne ne pouvant faire autrement que de rester une puissance démographique. Ça prendra le temps que ça prendra. Mme Merkel a fait le choix risqué mais audacieux d'accueillir un million de réfugiés ou plus. Et, là où les arrivées étaient de quelques dizaines de milliers par mois lors des guerres de l'ancienne Yougoslavie, elles ont atteint récemment des centaines de milliers. C'est un choix, celui de l'ambition de l'Allemagne de rester une puissance par elle-même au-delà des cadres dans lesquels elle se situe. Son talon d'Achille est bien la démographie et, de ce point de vue, l'Allemagne a montré en 2015-2016 une confiance énorme en sa capacité à intégrer des individus en ignorant les différences éducatives, culturelles et religieuses. La chancelière a été appuyée par le patronat allemand et même par la population dont on a vu le dévouement extraordinaire pour s'occuper des réfugiés, tenter de leur apprendre l'allemand. Les écoles ont fait de la place, les gymnases ont été fermés aux sportifs et aux enfants (et on sait la valeur du sport en Allemagne) parce qu'il fallait loger les réfugiés... La confiance tout à fait extraordinaire dans sa capacité d'absorption et d'assimilation de populations venues d'ailleurs dont l'Allemagne fait preuve est radicalement à l'opposé des débats tels qu'ils ont été menés aux États-Unis ou en Grande-Bretagne sur ces sujets dans le cadre des campagnes électorales récentes. Ce mouvement crée entre les deux sociétés de fortes incompréhensions. Même les journaux *mainstream* américains expriment une crainte sous-jacente à propos de cet afflux massif de populations musulmanes en Allemagne.

On voit que des modèles différents éloignent les États-Unis de l'Europe, en particulier de l'Allemagne.

Le cadre dans lequel je me place est celui de la vision de la mondialisation dans les deux pays. Je voudrais insister sur quelques caractéristiques et surtout sur la vision allemande par opposition à la vision américaine qui est peut-être mieux connue.

On ne peut pas imaginer visions plus antagonistes de la monnaie depuis quarante ou cinquante ans que celles de ces deux pays. Du côté américain, on

considère que le déficit n'est pas si grave et même qu'il est le moteur de l'économie mondiale. Du point de vue allemand, le déficit et la dette sont choses à fuir absolument. Au passage, on remarquera la manière dont l'Allemagne a réussi à constituer autour de cet euromark qu'est l'euro d'une zone monétaire protectrice pour le pays alors même que le Japon n'a jamais réussi à faire de zone yen parce que la Chine, dans une relation complexe avec les États-Unis, l'en a empêché. J'insiste là-dessus pour mettre en perspective tout ce qui a été dit sur le protectionnisme. L'euro – je ne dis pas que c'était l'intention mais c'est le résultat – a été un formidable outil protectionniste pour l'économie allemande en lui garantissant pendant longtemps un coussin d'exportations vers une zone protégée. Je reviens sur cette ambiguïté allemande que nous avons du mal à comprendre : la coexistence de l'intégration et de la concurrence. En acceptant de rentrer dans la logique de l'euro les partenaires de l'Allemagne ne se sont sans doute pas rendu compte qu'ils acceptaient que l'Allemagne tue la concurrence monétaire, donnant à l'économie allemande un atout tout à fait extraordinaire qui lui permettait de rester compétitive sur le plan industriel, au profit d'une compétition qui s'est déplacée vers les enjeux de compression salariale et d'innovation, là où l'Allemagne a renforcé et affirmé son avance.

Deuxième élément, contrairement à ce qu'on dit et nonobstant les déclarations offusquées des uns et des autres, il y a bien eu une financiarisation de l'économie allemande. D'ailleurs, on ne le dit pas, aujourd'hui encore la *Deutsche Bank* met l'économie mondiale au bord du gouffre (on n'est pas très loin de la logique de *Lehman Brothers* il y a une dizaine d'années). Mais il est vrai que cette financiarisation a été tardive et qu'elle a été en partie contrôlée. C'est sous Schröder que la rupture se fait, en particulier avec la baisse de l'impôt sur les plus-values lors des cessions d'actifs croisés entre les banques et les entreprises.

La troisième différence est que, quoi qu'on dise sur l'effort de défense et sur la défense européenne, l'Allemagne, estimant que des dépenses militaires trop importantes seraient un frein à sa croissance économique, a choisi une autre voie que celle empruntée par les États-Unis.

Je voudrais insister pour finir sur un élément très important qui est l'affirmation d'une stratégie patronale allemande, tout à fait cohérente dans la mondialisation, qui a suscité des malentendus avec les États-Unis, malentendus dont les Allemands n'ont pas toujours perçu l'acuité pour les Américains. Je donne deux exemples : Lorsque, dans les années 1990, l'Allemagne contribue largement à la déstabilisation de la zone des Balkans, elle a en tête un certain

nombre d'intérêts et de prises d'influence, elle veut très clairement faire de la région une zone d'influence. Pour ma part, j'interprète la guerre du Kosovo comme une reprise en main par les Américains, lesquels signifient très clairement aux Allemands qu'ils n'acceptent aucune zone d'influence, aucune zone d'intérêt exclusive : le monde est ouvert à tous, la concurrence doit l'emporter et non pas la création de sphères d'influence. L'autre exemple a été donné tout à l'heure : la prise en main de l'industrie automobile américaine par des capitaux allemands correspondait à des papiers stratégiques plus ou moins explicites. Le patronat allemand a de ce point de vue une capacité d'organisation et de production intellectuelle tout à fait extraordinaire pour envisager l'évolution du monde et des stratégies mais, comme cela a été dit, il n'a pas anticipé que les Américains supporteraient aussi mal cette prise en main par les Allemands qu'ils l'avaient mal supportée de la part des Japonais dans les années 1980.

Ces éléments nous amènent à penser que l'opposition entre Trump et Merkel est quelque chose de superficiel.

Il convient à ce moment d'identifier des divergences plus profondes, plus anciennes, qui peuvent être socio-politiques, culturelles.

Lorsque l'on observe les grandes tendances on en vient à se demander dans quelle mesure le rapprochement entre l'Allemagne et la Chine sur certains sujets (par exemple l'idée de défendre le libre-échange face à un Trump protectionniste) correspond à un grand tournant, l'Allemagne, après avoir été très occidentale, se tournant à nouveau vers l'Eurasie, cette fois-ci en évitant certains écueils de l'histoire passée. La question est souvent posée dans des journaux européens ou américains : l'Allemagne peut-elle devenir un pilier du *One belt, one road* (Obor<sup>18</sup>) chinois, de la fameuse nouvelle route de la Soie ? À l'inverse, la question est formulée, quelquefois, de savoir si les investissements chinois en Europe seront une façon de sauver l'euro en ramenant des liquidités alors même que, malgré les inflexions apportées par M. Draghi, la politique européenne ne procure l'allocation de crédits demandée par la substance économique des pays qui composent l'Union.

---

<sup>18</sup> Obor, pour « *One Belt, One Road* », traduction littérale du nom chinois du projet, « Une ceinture (terrestre), une route (maritime) », qui consiste à relier par de nouvelles infrastructures l'Asie, l'Europe et l'Afrique.

Il y a des questions qu'il faut se poser. Je voudrais simplement insister sur une caractéristique : les relations économiques germano-chinoises se développent selon une sorte de répartition, de division internationale de travail mais je suis très frappé de ne voir, jusqu'à maintenant, aucune volonté de l'Allemagne d'entrer dans le schéma chinois de la nouvelle route de la Soie. Les Italiens, les Français, d'autres nations demandent à l'Allemagne de se situer par rapport à ce schéma mais l'Allemagne est avant tout obnubilée par ses relations bilatérales avec la Chine.

Je ne crois pas pour ma part qu'on puisse parler d'une évolution vers la constitution d'un nouvel ordre que j'appellerai un peu rapidement « eurasiatique » dont l'Allemagne serait le pilier occidental et qui représenterait un élément d'alternative à ce qu'avait été jusque-là l'alliance occidentale.

D'abord parce qu'il y a un vrai verrou que l'Allemagne s'est posé à elle-même : ses relations avec la Russie. Cela a été rappelé, la vieille sagesse de Bismarck selon laquelle l'Allemagne devait toujours être en paix avec la Russie pour être en paix avec le reste de l'Europe et du monde a été oubliée et aujourd'hui les Allemands sont devant un dilemme. L'Allemagne, économiquement, a beaucoup perdu en acceptant d'entrer dans la logique des sanctions. En particulier on observe que la baisse des relations commerciales entre l'Union européenne et la Russie est compensée par une augmentation équivalente des échanges entre la Russie et la Chine. Aujourd'hui la Russie fait avec la Chine le commerce qu'elle faisait il y a quelques temps avec l'Union européenne. C'est un résultat concret et, de ce point de vue-là, on a du mal à comprendre comment l'industrie allemande a pu se laisser enfermer à ce point dans la logique politique de Mme Merkel. On se dit que l'Ukraine était sans doute très intéressante, ne serait-ce qu'en tant que vivier démographique, vivier de main d'œuvre, qu'elle émigre vers l'Allemagne ou qu'elle soit utilisée sur place. Malgré tout, on peut dire que l'Allemagne a davantage perdu à se brouiller avec la Russie qu'elle n'aurait gagné à s'opposer, même un tant soit peu, aux sanctions américaines.

Sur le deuxième facteur, j'irai plus loin que l'orateur précédent, il faut souligner la grande fragilité des plans de renouveau sur l'Union européenne avec les projets que M. Macron propose à Mme Merkel. M. de Montferrand a insisté sur le flou d'un certain nombre de concepts, en tout cas les acceptions différentes données aux mêmes mots. Mais on sait très bien que les Européens, Allemagne en tête, regardent avec une grande inquiétude la montée du débat politique en Italie, redoutant les conséquences que cela pourrait avoir sur la

zone euro. De plus, l'image de l'Union européenne qui s'était imposée au moment de la crise grecque de juin-juillet 2015, celle d'un monstre froid n'ayant aucun état d'âme à écraser une société endettée, ne me semble pas avoir disparu. Quand on se rend en Europe du sud, pas seulement en Grèce mais en Espagne, en Italie... on est frappé par la grande ambiguïté des relations au sein de l'Europe – certains États européens sont « plus égaux » que d'autres – et le scepticisme par rapport à la possibilité de renouveau.

J'osais tout à l'heure un pronostic en m'appuyant sur certains sondages concernant l'élection de dimanche prochain en Allemagne. Imaginons que la CDU comme le SPD perdent chacun 6 ou 7 points<sup>19</sup>, la somme des deux serait alors de 52 % ou 53 % au lieu d'être actuellement aux deux tiers pour constituer une grande coalition, ce qui change considérablement les choses. Vraisemblablement, pour avoir la majorité en nombre de députés, il faudrait une alliance avec un troisième parti<sup>20</sup>, cela avec l'opposition bruyante de l'AfD si certains sondeurs avaient raison lorsqu'ils la voient au-dessus de 12 %<sup>21</sup>.

Ces éléments mis en perspective permettent d'imaginer, paradoxalement, lors de ce qui sera sans doute le dernier mandat de Mme Merkel, une Allemagne de plus en plus absorbée par des compromis politiques mais aussi par des formes de crise interne.

J'attire votre attention sur un point rarement souligné qui a été mentionné dans la préface allemande à la traduction allemande de *La Fracture*, le dernier livre de Gilles Kepel : le bouleversement considérable que représente l'arrivée nombreuse d'une immigration musulmane arabophone et persophone dans une Allemagne où jusque-là les musulmans étaient essentiellement turcophones. On

---

<sup>19</sup> La CDU, avec 26,8 % a perdu 7,4 points. Le groupe CDU/CSU (centre droit) a conservé, avec 33 % des voix (soit – 8,5 points), la majorité relative des sièges. Le SPD, avec 20,5 % a perdu 5,2 points, son pire résultat depuis la Seconde Guerre mondiale ; son dirigeant Martin Schulz a d'abord annoncé que le SPD siègerait sur les bancs de l'opposition et ne participerait pas à une nouvelle « grande coalition », avant de se raviser.

<sup>20</sup> Suite au refus du SPD de reformer une « Grande Coalition », on a d'abord envisagé au lendemain des élections une « coalition jamaïcaine » entre la CDU/CSU, le FDP et les Verts. Les pourparlers n'ayant pas abouti, nous en sommes, début décembre 2017, à une reprise de discussions entre la CDU/CSU et le SPD.

<sup>21</sup> L'AfD a obtenu effectivement 12,6 % des suffrages.

peut s'attendre à d'importants problèmes de relations entre ces communautés et l'Allemagne pourrait être absorbée par la résolution de ces conflits.

Tout cela pour dire que je ne vois pas la constitution d'une stratégie alternative. Mon pari est plutôt celui d'une stabilisation à l'échéance de quelques années de la relation germano-américaine parce que, comme cela a été dit, l'Allemagne continuera à avoir besoin énormément des États-Unis. D'abord, quel que soit l'effort fait sur la défense et quelles que soient les déclarations de Trump et de quelques autres, l'OTAN restera globalement le cadre de la défense de l'Allemagne. Observons à cet égard que malgré les grandes déclarations de Schröder au moment de la crise d'Irak, les troupes américaines sont toujours présentes sur le sol allemand et on ne parle pas de les voir partir.

Je parlais tout à l'heure de l'hypothèse selon laquelle l'Allemagne se tournerait vers l'Eurasie. Au-delà des chamailleries sur qui est le meilleur démocrate (méfions-nous de l'hypocrisie bien-pensante), malgré tout, l'Allemagne reste et restera un État de droit et elle fonctionne selon un idéal de la norme juridique qui la fait appartenir au monde occidental, que ce soit au sein de l'Union européenne ou dans un cadre redéfini. Il est donc peu probable que l'antagonisme des valeurs survivra de beaucoup aux disputes actuelles entre Mme Merkel et M. Trump.

Les possibles tensions dans la société allemande liées à la montée des inégalités, les difficultés liées à l'afflux de l'immigration laissent augurer – c'est le pari que je fais depuis plusieurs années – un affaiblissement du pouvoir central allemand au profit des *Länder*, de même qu'on assistera probablement à une paralysie progressive des institutions européennes. En effet, l'affaiblissement des deux grands partis historiques, la CDU et le SPD, nécessitera de plus en plus le recours au compromis avec la réaffirmation d'identités régionales très fortes. Je pense à la Bavière, qui a dû digérer le choix de la politique d'immigration et qui réagira probablement au résultat électoral de dimanche prochain de manière inattendue et forte.

Tout cela incite plutôt à parier sur la diminution de la notion d'intégration et la montée en puissance de tout ce qui rapproche l'Allemagne des États-Unis en termes d'adhésion à la concurrence, à l'esprit de compétition bien compris et à la démocratie locale.

Voilà pourquoi, au terme de cet exposé, sans vouloir relativiser tout ce dont nous avons débattu ce soir, je pense que dans les années qui viennent nous irons, dans un mouvement de balancier que nous avons souvent observé à travers l'histoire, vers une normalisation des relations germano-américaines.

## *Débat final*

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur le professeur, pour cet exposé passionnant qui a le mérite de conclure dans un sens.

Je m'interroge quand même.

D'abord je constate que l'immigration de réfugiés venus du Moyen-Orient n'est pas une solution, pour des raisons qui tiennent à la faible qualification de cette immigration très difficile à absorber et par ailleurs aux réactions de la société allemande dont les capacités d'accueil ne sont pas infinies. J'ajoute que tout cela se passe dans un contexte géopolitique sensible. C'est pourquoi je pense que ce n'est pas cette immigration qui sera la solution pour l'Allemagne. A l'inverse, ce que vous avez dit sur l'Ukraine est beaucoup plus réaliste. Il y a un million d'Ukrainiens qui travaillent en Europe, notamment en Pologne, et deux millions de Polonais qui travaillent hors de Pologne en Europe. Il y a donc des mouvements de population importants. De même, des gens venus d'Italie, d'Espagne, du Portugal, de Grèce, vont travailler en Allemagne mais en nombre moins important. Le gros de l'immigration vient donc encore des Balkans, des pays de l'Est et, d'une manière non négligeable, des pays de l'Europe du sud. Néanmoins je pense que cela ne suffira pas. Selon les études qui ont été faites, notamment par l'IFRI (« *Entre vieillissement et migrations : la difficile équation allemande* »<sup>22</sup>), la population active diminuera de 2,5 millions d'ici 2025, ce qui n'a rien de catastrophique parce que le nombre d'Allemands actifs approche 50 millions – c'est considérable – et parce qu'ils travaillent longtemps et, en général, pas mal. Il y a là une force intrinsèque à l'économie allemande.

---

<sup>22</sup> *Entre vieillissement et migrations : la difficile équation allemande*, Notes du Cerfa, n° 138, Ifri, juin 2017.

Je ne pense pas qu'il y ait un choix binaire entre l'alliance américaine et l'Eurasie. En politique étrangère les choses sont toujours plus compliquées, on « mange à tous les râteliers », si je puis simplifier ainsi ma pensée.

Je pense que les Allemands sont très intéressés par le marché chinois qui ne leur donne pas tout à fait ce qu'ils en attendaient : ils enregistrent quand même un déficit proche du nôtre (16 ou 17 milliards) sur la Chine. Mais ils exportent plus vers la Chine (pas loin de 80 milliards) que nous (45 ou 46 milliards), c'est-à-dire que les importations sont plus fortes aussi en Allemagne qu'en France. Et les Allemands se méfient du rachat par les grands groupes chinois, par les fonds chinois, d'un certain nombre de fleurons de leur industrie. On l'a vu avec l'entreprise de robots Kuka<sup>23</sup>.

Dans les rapports germano-américains il y a la dévaluation du dollar ou la réévaluation de l'euro (presque 20 % depuis le début de l'année). M. Bourgeot, dans un article<sup>24</sup>, soulignait le fait que la France sera prise en étau entre cette réévaluation qu'elle peut difficilement supporter étant donnée sa faible compétitivité qu'illustrent les chiffres de notre commerce extérieur (-65 milliards en 2016) et un déficit croissant au niveau des importations qui traduit la désindustrialisation de notre pays. La réévaluation de l'euro a atteint, je le rappelle, à certaines époques 1,60 dollars !... On est à 1,20, il y a de la marge. Si on devait retourner vers ces zones de parité, ce serait très fragilisant pour l'industrie française, notamment pour nos industries aéronautique ou automobile. Il faut avoir cela présent à l'esprit.

Le problème se posera pour la France si, au niveau de la politique européenne, l'Allemagne ne fait pas des choix décisifs, mais je connais beaucoup moins bien l'Allemagne que Monsieur l'ambassadeur de Montferrand. Si la règle est un certain immobilisme et la persistance dans la politique que j'ai appelée « du bas de laine » l'économie française risque de souffrir beaucoup. C'est un problème

---

<sup>23</sup> Le chinois Midea avait annoncé le 8 août 2017 détenir 94,55 % des actions Kuka. Berlin avait essayé dans un premier temps de limiter le poids du groupe chinois dans Kuka à 49 %, la société étant considérée comme un champion national dans le secteur stratégique des robots. En vain. « *L'étude du dossier n'a mis au jour aucune raison de croire que le rachat menacerait l'ordre public ou la sécurité nationale en Allemagne.* »

<sup>24</sup> *Pourquoi la remontée de l'euro est insoutenable pour les pays de la zone euro... à l'exception de l'Allemagne*, de Rémi Bourgeot, paru sur le site d'Atlantico le 10 août 2017.

qui se posera. Les corrections qu'on attend se produiront-elles avec l'ampleur nécessaire ?

L'affaire de la crise ukrainienne et des relations avec la Russie est évidemment un problème majeur pour l'Allemagne qui, du point de vue de ses approvisionnements énergétiques, dépend principalement de la Russie. Or celle-ci est quand même un pays plus sûr que le Qatar ou l'Iran compte tenu de ce qu'est la situation au Moyen-Orient, qui ne semble pas s'arranger, avec la perspective du référendum sur l'indépendance au Kurdistan irakien. En effet chacun mesure qu'un État kurde indépendant constitue une menace pour un certain nombre de pays et d'abord pour la Turquie. J'ajoute que cela pose le problème du devenir des sunnites, très minoritaires, dans un Irak qui serait réduit à sa composante chiite majoritaire et à sa composante arabe sunnite. Nous ne sommes donc pas tout à fait sortis des difficultés ! La Russie était pour l'Allemagne un débouché trois fois plus important que pour la France. Il y a des complémentarités évidentes et les perspectives du marché russe n'étaient pas inintéressantes. J'évoquais tout à l'heure une possible relation entre la crise ukrainienne et l'émergence des BRICS. C'est l'avis de M. Karaganov, un expert russe des affaires internationales. Selon lui la crise ukrainienne était un coup d'arrêt donné par les États-Unis, en 2013, par Russie interposée, à la montée des BRICS, essentiellement la Chine. Cette thèse mérite d'être discutée. Si elle s'avérait ne serait-ce qu'à demi fondée elle aboutirait à repousser la Russie vers la Chine... peut-être pas dans les proportions que M. Husson a dites parce que je pense que la Chine n'est pas un substitut à l'Europe pour la Russie. Néanmoins c'est une évolution sensible. Et il n'y a pas que la Chine. Il y a le Japon, la Corée, l'Inde, Turquie, l'Iran... Incontestablement, cette politique contribue à rapprocher la Russie de l'Asie et à l'éloigner de l'Europe. Est-ce une bonne chose ? Peut-on fonder la perspective de développement de la politique européenne sur un conflit durable, un abcès purulent au cœur de l'Europe ? Personnellement j'en doute fort et il y a là un élément de tension potentiel entre les États-Unis et l'Allemagne. Parce que l'intérêt de l'Allemagne est quand même de purger l'affaire et de faire en sorte que cette plaie ouverte puisse cicatriser.

Donc je m'interroge, je pose ces questions, sans y apporter de réponses à ce stade. Vous avez exprimé des avis qui ont leur force. Il y a de puissants arguments en leur faveur. Je pense toutefois que nous rentrons dans une zone de

grande incertitude, pour nous en particulier. Là encore, ce problème est très peu abordé dans les médias.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci à tous les intervenants pour ces développements d'une grande densité qui, nous l'avons bien noté, ne vont pas tous dans le même sens. Ainsi votre conclusion, Édouard Husson, était quelque peu dissonante et même un peu inattendue eu égard à l'ensemble de votre propos.

Je voudrais rappeler l'enjeu de ce colloque pour notre fondation.

Pourquoi nous intéresser, nous Français, aux relations germano-américaines ? L'enjeu de cette question, bien identifié par l'ensemble des orateurs, est qu'elle met en cause l'avenir de l'Europe elle-même, l'avenir d'une relative indépendance européenne et, au sein de cette Europe, l'avenir de la France et de la relation franco-germanique.

Ne sommes-nous pas historiquement devant un dilemme qui est le suivant : nous avons une grande puissance qui après avoir connu des accidents historiques extrêmement profonds est en train de se reconstituer comme nation, avec les attributs de la puissance d'une nation. C'est un enjeu pour l'Allemagne. D'un autre côté cette puissance est unie au plus grand État du monde, l'État d'outre-Atlantique, l'État américain, par des liens économiques profonds mais aussi par des liens culturels, des liens anciens, très forts, des liens de valeurs. D'où peut-être un mouvement de balancier qui crée le dilemme : soit l'Allemagne s'affirme comme une puissance forte et à ce moment-là, je ne dis pas qu'elle s'essuiera les pieds sur l'Europe mais enfin l'Europe sera plutôt un instrument de sa puissance, qu'elle l'utilise en direction de la Russie, de la Chine ou ailleurs, soit l'Allemagne refuse de s'autonomiser comme puissance nationale tout en restant la « quasi puissance globale » dont parlait Brzezinski en demeurant alors un pays largement subordonné à l'impératif américain, qui va de l'OTAN jusqu'à l'extraterritorialité.

Là est le dilemme pour l'Europe et pour la France. Aurons-nous, au cœur de l'Europe, à notre frontière, une nation forte qui va écraser l'Europe, écraser notre propre avenir, non pas à l'ancienne manière mais cette fois avec des armes

économiques ? Ou bien devons-nous compter avec un État qui restera fondamentalement subordonné aux États-Unis - malgré l'espoir qu'avait pu faire naître Schröder au moment de la guerre d'Irak - et empêchera, verrouillera l'indépendance future de l'Europe ?

D'autant que – et le point n'a pas été abordé - il y a quand même au sein de l'Europe trois pays, et non des moindres, qui ont un lien majeur avec les États-Unis, un lien organique pour deux d'entre eux. Outre l'Allemagne, le Royaume-Uni a avec les États-Unis un lien totalement organique que ne sauraient remettre en cause les aléas dans leurs relations (nous avons tenu un colloque sur ce sujet<sup>25</sup> avec l'ambassadeur britannique). Et puis il y a un troisième État dont nous n'avons pas parlé dont le lien est moins organique mais qui est fortement lié aux États-Unis par l'histoire : la Pologne qui joue d'ailleurs un rôle extrêmement important dans beaucoup de blocages de l'Union européenne et qu'on trouve toujours en train de voter avec le Royaume-Uni lorsqu'il s'agit de questions qui toucheraient à l'indépendance de l'Europe, qu'elles soient économiques ou de défense.

Si l'on regarde ce panorama, ne sommes-nous pas pris dans un dilemme où nous serions toujours perdants, que l'Allemagne s'affirme comme une puissance sur le socle de l'Europe ou qu'elle empêche l'Europe de prendre son indépendance en raison du lien organique qu'elle continuerait à entretenir avec les États-Unis ?

BERNARD DE MONTFERRAND
------------------------

Vous posez la vraie question. Mais nous n'en trouverons pas la réponse en observant ce qui va se passer en Allemagne. Nous trouverons cette réponse en nous regardant nous-mêmes. La force de l'Allemagne est notre faiblesse... ou notre faiblesse est dans nous-mêmes.

Depuis les années 2000 nous avons systématiquement perdu vis-à-vis de l'Allemagne en matière de compétitivité, de position et surtout, ce qui est beaucoup plus grave, en matière de crédit. Les Allemands ne nous croient plus.

---

<sup>25</sup> *Le Royaume-Uni et l'Europe*, colloque organisé par la Fondation Res Publica le 8 décembre 2014.

Ils ne nous tiennent pas pour des gens sérieux. Donc, si nous voulons avancer, il faut faire les réformes nécessaires, c'est-à-dire remettre en ordre nos comptes publics et nos comptes sociaux. Quand les Allemands constatent que la France a, cette année encore, un budget en déficit de plus de 80 milliards, ils sont atterrés et s'interrogent : Que fait ce pays ? Ensuite, une attitude française de déni a consisté à attribuer la compétitivité allemande non au fait que les Allemands travaillent plus mais à l'avantage que leur confère l'euro. Je me permets de rappeler que, pour 60 % de notre commerce extérieur, qui se fait dans la zone euro, nous sommes exactement dans les mêmes conditions que les Allemands. Donc, soit la France se reprend et il y aura un rééquilibrage entre la France et l'Allemagne, soit la France ne se reprend pas, il n'y a pas de rééquilibrage et nous continuerons à perdre de l'influence car ce n'est pas uniquement avec de la politique que nous pourrions agir.

Après mes années en Allemagne, j'avais écrit un livre<sup>26</sup> pour évoquer une sorte d'heure de vérité entre l'Allemagne et la France. Soit nous continuons à décrocher, soit nous nous reprenons. Nous avons toutes les capacités pour le faire et les Allemands ont beaucoup de faiblesses, comme on l'a dit. Leur faiblesse démographique est une faiblesse structurelle. Ils ont des faiblesses dans le domaine financier, leur système bancaire est en très mauvais état. Ils ont des faiblesses énergétiques et de dépendance extérieure vis-à-vis de la Russie, comme vous l'avez rappelé, ce qui les met dans une situation difficile et leur modèle énergétique pour l'avenir est tout de même relativement incertain (ils ont installé en capacités d'énergies renouvelables l'équivalent de leur énergie nucléaire, mais ce parc gigantesque ne produit que 25 % de ce que produisait le nucléaire !). L'Allemagne a donc de graves faiblesses. Néanmoins les Allemands font tout ce qu'il faut pour les compenser.

S'agissant d'immigration on a peut-être trop peu souligné qu'un Allemand regarde les phénomènes d'immigration et les réfugiés avec une mentalité totalement différente de la nôtre. Tout Allemand a eu dans sa famille ou dans son entourage d'anciens réfugiés de l'immédiat après-guerre, ce qui fait que, quoi qu'il arrive, en Allemagne, on aide un réfugié. D'autre part, les Allemands pensent que l'intégration a des chances de réussir en mettant beaucoup d'argent au niveau de l'éducation, du logement etc.

---

<sup>26</sup> *France-Allemagne : l'heure de vérité. Le choc des modèles*, de Jean-Louis Thiériot et Bernard De Montferrand, éd. Tallandier, novembre 2011.

Je dirai qu'aujourd'hui la clef du futur des relations franco allemandes est entre nos mains.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je ne veux pas prolonger ici un débat qui nous éloignerait du sujet et ferai donc deux brèves observations. L'intégration en Allemagne ne peut pas être conçue de manière totalement dorée et ignorer les nombreux cas de violences qui, chaque semaine, les statistiques en témoignent, ciblent des foyers ou des lieux d'accueil d'immigrés. On ne peut pas non plus ignorer la forte montée de l'AfD.

Je crois que le rétablissement de la France est une question mais, personnellement, je ne la ramènerais pas à l'imitation de l'Allemagne, c'est le point sur lequel je ne pourrai pas être d'accord avec vous, Monsieur l'ambassadeur. Mais que le redressement de la France soit une question qui se pose, certainement. Faut-il la poser dans les termes où vous l'avez posée ? Là-dessus, j'avoue que je ne serai pas d'accord... mais c'est un autre débat.

ÉDOUARD HUSSON

Je voudrais répondre à Marie-Françoise Bechtel sous forme de boutade : Qu'est-ce qu'une Europe sans la Grande-Bretagne et sans la Russie ? Est-ce encore l'Europe ?

STEPHANE ROZES

Merci de toutes ces riches interventions. En dressant un tableau des relations germano-américaines et de leurs évolutions possibles, vous avez chacun structuré votre propos dans une tension entre les déterminants culturels et historiques, et les déterminants géopolitiques et économiques. L'échange entre M. l'ambassadeur de Montferrand et Mme Bechtel pose finalement la question de l'avenir de l'Europe et des relations franco-allemandes. Mais, pour revenir sur la question de la relation entre l'Allemagne et les États-Unis, je voudrais

vous soumettre cette idée. Ma conviction, issue de mes travaux pour les grandes entreprises, États, gouvernants et territoires, est que les questions culturelles prédominent sur les questions économiques. Tout procède de l'imaginaire de chaque peuple, de la façon dont en s'assemblant il s'approprie le réel et ses modes d'organisation par la pensée. Ainsi, les questions culturelles enchâssent les questions politiques et économiques qui modèlent le rapport à l'Autre / au Monde.

Pour des raisons historiques radicalement différentes, les États-Unis et l'Allemagne ont en commun l'idée que l'économie fait la société. Pour les Américains, l'économie se déploie par un utilitarisme et un mercantilisme qui, du fait de leur universalisme, déterminent leur conception même d'une bonne économie et de bonnes relations internationales. C'est ce trait culturel qui fonde leur pragmatisme et leur adaptabilité. Au contraire, depuis la guerre de Trente Ans (1618-1648) et la guerre des Paysans (*Deutscher Bauernkrieg* 1524-1526), les Allemands ont sans cesse dû trouver des modalités culturelles pour que le peuple ne se divise pas, au travers d'épreuves qui les réunissent. En 1945, suite au nazisme, ils ont trouvé dans l'économie cette épreuve commune qui doit fusionner le peuple. Par leur exigence même, les politiques budgétaires et monétaires sont perçues comme un moyen d'agrèger le peuple. Ainsi, ils mettent l'économie au service de leur Nation. D'où le refus catégorique des Allemands de brader leur industrie ou de déconnecter la marque de la production et de la commercialisation.

Une conception différente du *leadership* a suscité l'incompréhension entre les administrations Obama et Merkel, avant même l'élection de Donald Trump. Obama pensait qu'il fallait lier les intérêts des États-Unis à leur vision de la bonne marche du monde. Pour lui, si l'Allemagne est *leader* en Europe, alors elle devrait utiliser ses excédents pour favoriser une relance européenne. D'où l'interrogation du président américain sur ce que fait Merkel.

De fait, les politiques économiques allemandes mettent en cause l'avenir de l'Europe car elles asphyxient l'imaginaire des autres peuples. D'où la montée du repli sur soi au sein de chaque peuple. Si je diverge d'avec M. l'ambassadeur sur la réponse qu'il faut donner aux Allemands, celle qui consisterait à leur donner des gages, c'est justement parce que je pense que les questions culturelles dominent les questions économiques. Or les Allemands semblent attendre des autres peuples qu'ils deviennent allemands. Pour eux, les Français seraient des Allemands en moins sérieux, en moins disciplinés. Et chez beaucoup de nos

élites, y compris au sommet de l'État, prévaut l'idée que les Allemands seraient des Français en plus disciplinés !

Telle n'est pas ma conception de la France. Pour travailler depuis trente ans sur l'articulation entre les questions culturelles, politiques et économiques, ma conviction est que la compétitivité et le bien-être d'un pays sont le fruit d'une cohérence entre son imaginaire, ses modalités d'organisation politiques, institutionnelles et sociales pour se gouverner et sa conception des bonnes politiques économiques.

L'Europe décline économiquement depuis quinze ans tandis que partout en Europe montent le nationalisme et le populisme. Il serait illusoire de croire que l'heureuse victoire d'Emmanuel Macron en serait la négation. Il a dit lui-même que le premier mandat que lui avait confié le peuple était de restaurer la souveraineté de la Nation. À ce titre, j'invite chacun à réécouter très attentivement son discours à Bucarest où il explique pourquoi les Français refusent la réforme quand elle leur semble être imposée de l'extérieur. C'est une adresse à Angela Merkel<sup>27</sup> à qui il explique qu'une politique visant tous les ans à descendre en-dessous de 3 % de déficit empêche la France de se transformer car nous ne fonctionnons pas de cette façon. L'universalisme français fait que le pays a besoin d'une profondeur de champ pour se mettre en mouvement et se transformer. Nous sommes donc obligés de tenir ensemble les questions d'imaginaire culturel, les questions politiques et les questions économiques.

Selon moi, l'avenir des relations entre les États-Unis et l'Allemagne dépend, Mme Bechtel l'a dit à sa façon, de deux questions. D'une part, les États-Unis revendiquent-ils toujours une position de *leaders* dans le monde ? D'autre part, quelle sera l'attitude de l'Allemagne sur la scène européenne et internationale ?

---

<sup>27</sup> « ... *Se réformer pour ressembler aux autres, se réformer pour répondre à un chiffre, à une contrainte autour d'une table, notre pays n'est pas fait ainsi. Par contre, se transformer en profondeur pour retrouver le destin qui est le sien, retrouver la capacité à emmener l'Europe vers de nouveaux projets, être à la hauteur du combat qui est aujourd'hui le nôtre dans un monde en train d'éclater, où les régimes autoritaires émergent, où ce qui a été pendant des décennies le camp de l'Occident est en train de se fracturer, où le doute s'est installé, ça, c'est un combat ! Ça, c'est un combat qui fait rêver les Français !*

*Ça, c'est une nouvelle frontière grâce à laquelle nous pouvons convaincre le pays, non pas de se réformer, mais de transformer pour porter cette universalisme parce que ça a toujours été cela qui a fait notre pays... »*

En effet, empêchée dans l'affirmation de son *leadership* politique européen par le spectre du nazisme, l'Allemagne se raconte à elle-même qu'elle ne fait pas de politique en Europe, qu'elle ne fait que de l'économie. Pourtant, contrairement à ce qu'elle pense, le fait que l'imaginaire allemand ait peu à peu prévalu dans les gouvernances et politiques européennes lui a conféré une influence éminemment politique en Europe. Or c'est cette gouvernance et ces politiques européennes d'inspiration allemande qui déstabilisent chacun des imaginaires des peuples européens. D'où la montée des nationalismes, populismes et radicalismes religieux, et d'un anti-germanisme partout en Europe... sauf en France<sup>28</sup>.

Soit l'Europe, aidée en ce sens par la France, parvient à dépasser son auto-enfermement économiciste et attentiste pour porter une vision d'ensemble de l'Europe et de sa diversité et elle sera alors un interlocuteur qui pèsera à nouveau sur la scène internationale, soit elle persiste et elle ne sera pas en situation de peser au plan géopolitique. On assisterait alors à la poursuite du déclin et à une dislocation de l'Europe par le bas.

PIERRE-EMMANUEL THOMANN

Chercheur français en géopolitique je réside à Bruxelles et suis ces questions du prisme bruxellois.

Ce qui se passe à Bruxelles dans les instances de réflexion, notamment en matière de géopolitique et de politique étrangère, est extrêmement inquiétant. Pour tous les *think tanks* (*Martens Centre for European Studies*, *European Ideas Network*, la *Konrad Adenauer Stiftung*, *German Marshall Fund of the United States* (GMFUS) etc.), subventionnés par l'Union européenne (ils le sont tous plus ou moins), notamment ceux issus du PPE, les Allemands et les Américains marchent de concert.

D'un côté, M. Trump est haï mais, en même temps, les Allemands et les *think tanks* subventionnés par les États-Unis (mais qui, plutôt globalistes et pro-

---

<sup>28</sup> *L'Imaginaire national à l'épreuve*, article de Stéphane Rozès pour la revue *Commentaire* N° 157, printemps 2017 / Emmanuel Macron, *Aladin de l'imaginaire français*, Stéphane Rozès, épreuves de l'entretien pour le *Débat* de septembre-octobre 2017 avec Marcel Gauchet. / Stéphane Rozès: *L'imaginaire allemand s'est peu à peu imposé à Bruxelles*, entretien pour *Figarovox*, 25/09/2017.

Clinton, souhaitent la destitution de Trump pour revenir à la situation « normale ») pensent que la relation germano-américaine restera le pilier de l'Europe. Et l'Allemagne ne veut pas perdre sa position géographique, le *Mittellage* (position centrale), la plus favorable qu'elle ait eu dans l'histoire, au centre de l'Europe après l'unification, depuis laquelle les Allemands dominent l'Europe. Les Allemands pensent donc l'Europe en des termes euro-atlantistes exclusifs.

Ce que je trouve inquiétant, c'est qu'avec la crise ukrainienne les *think tanks* allemands et les Allemands proches de la CDU d'Angela Merkel (ce n'est pas forcément le cas des autres partis), font de la Russie le bouc émissaire de la faillite du projet européen, ce projet globaliste et euro-américain. Et tous les milieux à Bruxelles pensent que cette dispute germano-américaine, avec Trump, est temporaire et qu'on va revenir à la situation précédente.

Quel rôle la France peut-elle jouer là-dedans ?

La France n'a plus un millimètre d'influence dans les *think tanks* à Bruxelles. Tout est décidé par des experts allemands et américains et les experts français, s'ils ne s'alignent pas sur cette *doxa* euro-américaine, ne sont pas invités.

Les plans de Macron de relance franco-allemande sont une illusion totale, sur la défense notamment, parce que les Allemands ne consentent à relancer la défense que pour vendre leurs propres matériels à l'OTAN et aux pays de l'Est afin de faire contrepoids vis-à-vis de la Russie. Ils ne songent nullement à intervenir au Sahel sinon pour faire de la logistique.

En ce qui concerne la zone euro, Macron s'aligne sur les positions allemandes sur la règle de Maastricht des 3 % de déficit par rapport au PIB et sur la réforme du marché du travail mais il n'obtiendra rien sur l'approfondissement de la zone euro parce que les Allemands savent bien qu'un gouvernement économique d'inspiration française viendrait contrebalancer les Allemands. D'ailleurs, M. Junker, dans son discours sur l'état de l'Union 2017 (13/09)<sup>29</sup> vient de contrer la position française. Avec son chef de cabinet, M. Selmayr, à Bruxelles, M. Junker est en réalité le porte-parole de Mme Merkel.

Ne serait-il pas temps que la France réalise que la phase d'intégration de l'Union Européenne, est terminée ? Faute de quoi nous aurons une Europe germano-américaine. Il est temps de refaire de la géopolitique, de recréer un

---

<sup>29</sup> Voir le discours du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker sur l'état de l'Union 2017.

équilibre. En ces temps de Brexit c'est la rivalité franco-allemande qui va monter et non l'approfondissement européen car les Britanniques faisaient contrepoids avec l'Allemagne. La France a évidemment besoin d'une relation franco-germanique forte mais elle devrait se rapprocher de la Russie pour contrebalancer cette vision germano-américaine atlantiste exclusive qui est en train de se dérouler actuellement.

ÉDOUARD HUSSON

Vous soulignez très justement la part d'illusion qui peut exister dans l'idée qu'il serait possible de rétablir un partenariat franco-allemand vraiment privilégié. D'abord les bases ne seront pas posées tant qu'il n'y aura pas un discours de vérité face à l'Allemagne. On sent bien qu'avec son instinct politique Emmanuel Macron esquisse le début d'une interrogation. Mais quand on a l'habitude de négocier avec les Allemands on sait que les choses doivent être dites explicitement.

À propos de la question posée par Obama de la non-utilisation des surplus allemands, de leur non-réinvestissement (j'ai un peu de mal à penser que les larmes d'Angela fussent autre chose que des larmes de crocodile... mais c'est une autre question), si les Français parlaient ce langage, on pourrait espérer que, peut-être, quelque chose se passe.

Pour le reste, je suis très frappé par l'aveuglement stratégique français. La sortie de la Grande-Bretagne est un signe extrêmement fort et inquiétant pour l'Union européenne. Le Brexit, selon moi, frappe les trois coups d'un effondrement à venir. Et la seule chose que la France devrait faire pour préparer l'avenir et le préserver serait de servir de médiateur entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne. Je ne comprends pas que cette carte, évidente, ne soit pas utilisée.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

C'est une mission qu'on a confiée à M. Jouyet, notre ambassadeur au Royaume-Uni...

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

*(s'adressant à Stéphane Rozès)*

Obama est keynésien, comme Krugman, les autres ne le sont pas. Là est la divergence.

Il est vrai que l'agenda de Merkel avait pour objectif de porter l'Allemagne au sommet de l'Europe. Elle l'a fait. Et maintenant vous avez raison de dire que les Allemands considèrent que les autres n'ont plus qu'à se couler dans leur moule, y compris institutionnel. Et si jamais il y a des réformes au niveau de l'Europe elles se feront en calquant le modèle allemand.

Si les Allemands ont finalement accepté des sanctions contre la Russie c'est parce que, quoi qu'on en dise, le PIB de la Russie est l'équivalent de celui de l'Italie. La Russie est un grand pays historique, elle a une armée forte, un pouvoir fort mais, économiquement, elle ne pèse pas.

En ce qui concerne le budget de la défense, les Allemands vont tendre vers les 2 %. D'ores et déjà le budget de la défense allemand est supérieur en valeur absolue au budget de la France. Cela montre qu'ils souhaitent que leurs industriels de la défense profitent de cette augmentation du budget. Quant à notre budget de défense, il va baisser à nouveau cette année et nous ne sommes pas près d'atteindre les 2 %.

REMI BOURGEOT

Je suis très largement d'accord avec la plupart des choses qui ont été dites.

M. Thomann a soulevé le point de la crise intellectuelle qui entoure cette situation.

Par ailleurs, je crois qu'il faut avoir à l'esprit la sorte de crise latente que connaît l'Allemagne qui s'est engagée dans de graves déséquilibres pour se sortir de la crise qui, pendant les années 2000, avait suivi le processus de réunification (mais dont les causes dépassaient ce processus). Il y a plus généralement une véritable crise des modèles économiques. L'Allemagne a tiré son épingle du jeu

par les politiques mises en place, notamment par Schröder, dans les années 2000. Mais tout cela reste assez fragile. Malgré le quasi plein emploi, les excédents commerciaux très importants et l'excédent budgétaire, on ne peut ignorer une réelle situation de fragilité sous-jacente et l'Allemagne va être obligée de s'inscrire dans une réflexion plus générale sur les modèles industriels, d'autant qu'elle est très engagée dans la logique de délocalisation, de rupture du lien entre conception et production... Je sais que beaucoup de gens en Allemagne réfléchissent à ces questions mais cela ne se reflète pas du tout dans les environnements que vous décrivez, euro-atlantique et autres. Toutefois ces gens-là, aussi enfermés qu'ils soient dans leurs conceptions, vont être amenés à bouger en comprenant que les événements actuels ne sont pas une simple parenthèse, un accident électoral mais que de véritables questions se posent.

Je pense comme vous que la question du Brexit est extrêmement importante. Avec le chaos qui entoure les négociations on pense que les Anglais se sont tiré une balle dans le pied mais je ne pense vraiment pas que cette situation puisse durer indéfiniment. Elle pose en arrière-plan des questions de modèle économique, de modèle industriel, qui concernent tout le monde, qu'on ait ou non des excédents commerciaux, qu'on soit la Chine, les États-Unis ou l'Allemagne.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Je crois qu'une certaine convergence d'opinions se manifeste. Les problèmes qui étaient posés le restent. Il y a une logique des situations qui fait qu'à un certain moment il y aura une heure de vérité. Mais il faut laisser les choses se décanter, il faudra du temps.

DANS LA SALLE

On a évoqué l'importance fondamentale d'une vision reposant sur des modèles économiques qui permettent par leur dynamique non seulement de créer de la valeur mais de s'accaparer de manière opportuniste de la richesse créée ailleurs. Le problème n'est-il pas qu'il n'y a pas de vision économique partagée en

Europe et que les Allemands, qui œuvrent à leur façon sur des principes qui ne sont d'ailleurs pas forcément explicites, ont une cohérence que nous n'avons pas, avec une conscience du pouvoir que donne la dynamique du modèle économique créateur de valeur, ce qui est totalement absent du débat français ?

Devrions-nous en vouloir aux Allemands de notre inculture ?

DANS LA SALLE
---------------

Je m'adresse spécialement à Édouard Husson, tout en remerciant tous les orateurs.

Vous avez décrit une Allemagne hésitante. Vous avez notamment mis l'accent sur les contradictions, les divergences entre l'intégration et la concurrence. De même sur la politique en Ukraine. Vous m'avez fait penser à la fameuse citation de Goethe sur les deux âmes qui habitent dans le sein allemand<sup>30</sup>, l'un qui tire l'Allemagne vers les idées abstraites, l'autre qui la tire vers les choses charnelles et terrestres. N'est-ce pas là une clef de lecture qui nous permet de comprendre et les désaccords avec la Russie et les désaccords avec les États-Unis, surtout dans la mesure où le « pays des poètes et des penseurs » a tendance à prendre des idées pour la réalité ?

Les Allemands, après la Guerre, nous le savons tous, se sont américanisés. Ils ont voulu non seulement se dénationaliser mais dénationaliser l'Europe tout entière. L'idée de nation et plus encore l'idée de politique de puissance sont profondément répugnantes pour eux, nous le savons. Et le coup de force de la Russie en Crimée, l'emploi flagrant d'une politique de puissance a été pour les Allemands un vrai choc qui les a secoués au plus profond de leur être parce que cela incarne pour eux le contraire absolu de ce qu'ils veulent incarner eux-mêmes. Il en est de même pour Trump qui, véhiculant un nationalisme affiché, est à l'opposé de ce que toute l'Allemagne veut incarner avec son post-modernisme et dans sa post-historicité. Autrement dit, l'Allemagne ne s'est-elle

---

<sup>30</sup> « Hélas ! deux âmes habitent dans mon sein. Je veux les séparer : l'une, dans son ardent désir de vie, s'attache, se cramponne à ce monde avec ses organes ; l'autre s'élève violemment, du sein de la nuit, vers les domaines des sublimes ancêtres. » *Faust* (Goethe, trad. Porchat).

pas laissée séduire, une fois encore, par une idéologie, en l'occurrence son idéologie européiste et post-nationale ? N'est-ce pas cela qui l'amène à se brouiller maintenant avec Moscou comme avec Washington ? Des « deux âmes » qui tirent l'Allemagne dans tous les sens, n'est-ce pas, de nouveau, son faible pour les idées qui fait qu'elle va actuellement droit dans le mur ?

ÉDOUARD HUSSON

On aurait pu aussi citer le *Second Faust* et cette fascination pour le grand espace où il est possible de tout faire ; Faust devenu âgé rêve d'Amérique... C'était évidemment l'observation que Goethe faisait de ce qui était en train de démarrer aux États-Unis à la fin des années 1820.

Je parle presque des « années Merkel » au passé parce que, depuis 2015, c'est autre chose qui se passe, même avec Angela Merkel. Mais les années 2005-2015 ont été des années d'illusion profonde, d'auto-illusion de la société allemande qui a cru que la fin de l'histoire était arrivée.

Tout allait bien, l'euro avait tué la concurrence européenne ... Je maintiens contre M. de Montferand qu'il ne faut pas se battre la coulepe et se demander comment on pourrait mieux faire, il faut se demander pourquoi on a accepté que la concurrence européenne soit tuée par l'euro parce qu'on ne se bat pas à armes égales... Tout allait bien et – j'aurai une vision un peu plus pessimiste que certain tout à l'heure – Angela Merkel, dans une espèce d'extraordinaire continuité, avait changé de protecteur et de grand frère : après le grand frère soviétique il y avait le grand frère américain. Il n'y avait pas trop de questions à se poser, on savait où on allait, on savait où on s'insérait.

Ce qui est terrible, c'est le réveil de l'Histoire. Et l'Allemagne devient hésitante. En même temps ce pays vieillissant ne va pas nous remmener là où il a voulu nous emmener dans les années trente. D'ailleurs la réaction profondément a-historique à la crise des réfugiés (ouvrir complètement la frontière) nie la réalité et l'Histoire mais montre bien le malaise. En fait, paradoxalement, Angela Merkel a rouvert la porte à l'Histoire. Comme si la RDA, où Madame Merkel a passé la plus grande partie de son existence, n'avait finalement su produire que des responsables politiques qui ne maîtrisent pas les conséquences de l'ouverture des frontières. Je fais allusion à l'ouverture non

maîtrisée du Mur de Berlin au soir du 9 novembre 1989 par Günther Schabowski, secrétaire du Comité Central du Parti Communiste est-allemand ; et je compare l'ouverture totale, annoncée de même comme par inadvertance, de la frontière allemande aux réfugiés affluant depuis la Hongrie et l'Autriche par Madame Merkel dans la nuit du 4 septembre 2015.

C'est la raison pour laquelle j'avais tendance à penser, à la différence d'autres orateurs, que l'Allemagne va plutôt être absorbée par sa crise intérieure.

Peut-être, si la porte est ouverte, aurons-nous l'audace de sortir.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT
-------------------------

Beaucoup d'interrogations se sont fait jour.

Quel est le choix de la France, dans tout cela ?

Les Français, sans manifester leur attachement à la monnaie unique, ne voient pas, selon les sondages, comment on pourrait en sortir à moindres frais. Mme Le Pen les a définitivement convaincus que cette voie était une voie sans issue si elle procédait d'un choix unilatéral délibéré. Elle ne peut donc procéder que d'une secousse venue d'ailleurs. Je n'en dis pas davantage mais il faudra que nos dirigeants, avec les moyens dont ils disposent – car le système institutionnel français est quand même très particulier par rapport à tous les autres – prennent à un moment donné le taureau par les cornes.

Encore faudrait-il que les Français comprennent que pour eux il n'y a pas d'autre voie que la voie de l'effort car nous nous sommes laissés glisser le long d'une pente fatale depuis déjà très longtemps. L'histoire du décrochage de la France par rapport à l'Allemagne mériterait d'être reprise. Je pense qu'elle est un peu moins simple qu'on nous l'a dit. Mais les marges sont très étroites, si on veut rétablir la compétitivité de l'économie française.

Je ne veux pas donner une note excessivement pessimiste à la fin de ce colloque extrêmement stimulant, très enrichissant, à travers les exposés de tous les intervenants que je veux remercier très sincèrement. Il n'y a pas de fatalité dans l'Histoire.

Ceux qui ont choisi la voie de la post-histoire vont se réveiller parce que l'Histoire va frapper à nouveau à la porte.

## **PUBLICATIONS RECENTES**

### **UNE POLITIQUE DU TRAVAIL**

Colloque du 9 janvier 2012

### **LA RÉFORME DES BANQUES**

Colloque du lundi 23 janvier 2012

### **APPROCHES THÉORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE**

Table ronde du lundi 13 février 2012

### **L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?**

Colloque du lundi 24 septembre 2012

### **L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF**

Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

### **LES ÉTATS ÉMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?**

Colloque du lundi 10 décembre 2012

### **OCCIDENT ET MONDIALISATION**

Colloque du lundi 21 janvier 2013

### **LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE**

Colloque du lundi 11 février 2013

### **NOUVEAU PACTE SOCIAL : MODE D'EMPLOI**

Colloque du mardi 21 mai 2013

### **LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE NOUVEAU CONTEXTE ÉNERGETIQUE MONDIAL**

Colloque du lundi 17 juin 2013

### **LE PROJET DE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE**

Colloque du lundi 16 septembre 2013

### **L'EXCEPTION CULTURELLE**

Colloque du lundi 14 octobre 2013

### **REFAIRE L'EUROPE ?**

### **APERÇU RETROSPECTIF ET ESQUISSE D'UNE POLITIQUE**

Colloque du lundi 2 décembre 2013

**L'EUROPE SORTIE DE L'HISTOIRE ? RÉPONSES**

Table ronde du lundi 20 janvier 2014

**LE MAGHREB ET SON NORD**

Colloque du lundi 17 février 2014

**GUERRES DE RELIGIONS DANS LE MONDE MUSULMAN ?**

Colloque du lundi 31 mars 2014

**LA GUERRE DES MONNAIES ?**

Colloque du lundi 28 avril 2014

**ÉTATS-UNIS - CHINE, QUELLES RELATIONS ?  
ET LA RUSSIE DANS TOUT CELA ?**

Colloque du lundi 2 juin 2014

**LA RÉFORME BANCAIRE : POMME DE DISCORDE ?**

Colloque du lundi 23 juin 2014

**LA RUSSIE EN EUROPE**

Colloque du mardi 23 septembre 2014

**RÉPUBLIQUE ET NUMÉRIQUE**

Colloque du lundi 28 octobre 2014

**LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE**

Colloque du lundi 8 décembre 2014

**QUE PEUT FAIRE LA FRANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?**

Colloque du lundi 15 décembre 2014

**L'INGERENCE**

Colloque du lundi 19 janvier 2015

**LA FRANCE ET LA REPUBLIQUE FACE A LA RADICALISATION**

Colloque du lundi 9 mars 2015

**L'EURO EST-IL SOUTENABLE ?**

**LE NOUVEAU TEST DE LA GRECE**

Colloque du lundi 13 avril 2015

**QUEL MODELE DE REINDUSTRIALISATION POUR LA FRANCE ?**

Table ronde du lundi 1<sup>er</sup> juin 2015

**LE MOYEN-ORIENT  
DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES PUISSANCES**

Colloque du lundi 29 juin 2015

**L'UKRAINE**

Table ronde du lundi 14 septembre 2015

**QUEL MODELE TERRITORIAL POUR LA REPUBLIQUE ?**

Colloque du lundi 28 septembre 2015

**QUEL AVENIR POUR LA LIBYE ?**

Colloque du lundi 26 octobre 2015

**LE MODELE FRANÇAIS D'INTEGRATION**

Colloque du lundi 23 novembre 2015

**LA CHINE ET SES DEFIS :  
VERS UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT**

Colloque du lundi 14 décembre 2015

**L'EXTRATERRITORIALITE DU DROIT AMERICAIN**

Colloque du lundi 1<sup>er</sup> février 2016

**ETATS-UNIS, HORIZON 2017**

Colloque du lundi 18 avril 2016

**INTEGRATION, LAICITE, CONTINUER LA FRANCE**

Colloque du lundi 23 mai 2016

**OÙ VA L'INDE ?**

Colloque du lundi 6 juin 2016

**LES EVOLUTIONS DU CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER MONDIAL**

Colloque du lundi 4 juillet 2016

**LA DEMOGRAPHIE EN EUROPE  
ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES**

Colloque du lundi 24 octobre 2016

**L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETE PAR LE PEUPLE :  
LIMITES, SOLUTIONS**

Colloque du lundi 14 novembre 2016

**QUEL AVENIR POUR LA FRANCOPHONIE ?**

Colloque du lundi 12 décembre 2016

**VERS LA FIN DE LA GLOBALISATION,  
MYTHE OU REALITE ?  
QUELLE STRATEGIE POUR LA FRANCE ?**

Colloque du lundi 6 mars 2017

**ENJEUX MARITIMES DU MONDE ET DE LA FRANCE**

Colloque du lundi 20 mars 2017

**CIVILISATION, AVEC OU SANS « S » ?**

Colloque du lundi 22 mai 2017

**OU VA LA TURQUIE ?**

Colloque du lundi 29 mai 2017

**L'AVENIR DES RELATIONS GERMANO-AMERICAINES**

Colloque du lundi 18 septembre 2017

## NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Franck Dedieu**, responsable du développement de la Fondation Res Publica : « **La fin d'un modèle économique, le nouveau départ d'un autre ?** » (suite au colloque du 4 juillet 2016 sur « Les évolutions du contexte économique et financier mondial »)
- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica : « **Où va l'Afrique ? Pour une approche réaliste** » (suite à la matinée d'échanges du 8 juin 2016 autour de **Sylvie Brunel** Professeur à l'université Paris-IV-Sorbonne, auteure de « *L'Afrique est-elle si bien partie ?* » (Sciences humaines ; 2014)
- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs, et Pierre Hess, Inspecteur de l'Éducation nationale : « **Apprendre à parler, à penser et à vivre ensemble** »
- **Jean-Michel Naulot** membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Le Seuil, 2013) : « **Le défi Tsipras** » (tribune parue dans Libération le 14 avril 2015)
- **Kevin Limonier**, Docteur en géopolitique, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, Docteur en géopolitique au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Que peut faire la France en Afrique subsaharienne ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)
- **Jean-Michel Naulot**, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Crise de l'euro : regarder les réalités en face** »
- **Jean-Michel Quatrepoint**, journaliste économique, et **Jean-Luc Gréau**, économiste, membres du conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Pour sortir de la déflation, repenser la zone euro** »

## NOTES DE LECTURE :

### Parues récemment :

- **La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite : une « industrie idéologique »**, note de lecture du livre de Pierre Conesa « *Dr. Saoud et Mr Jihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite* » (Robert Laffont : 2016), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica
- **La concorde civile face au spectre de la guerre civile**, note de lecture de l'ouvrage de David Djaiz « *La guerre civile n'aura pas lieu* » (Editions du Cerf, février 2017), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica
- **Vers un monde hyper industriel**, note de lecture du livre de Pierre Veltz « *La société hyper-industrielle – Le nouveau capitalisme productif* » (Le Seuil, 2017), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica
- **L'euro contre l'Europe**, note de lecture du livre de Joseph Stiglitz « *L'euro, comment la monnaie unique menace l'avenir de l'Europe* » (Les Liens qui Libèrent, septembre 2016), par Franck Dedieu, responsable du développement de la Fondation Res Publica
- **Quelles alternatives pour sortir du piège de l'euro ?**, note de lecture du livre de Hans-Werner Sinn « *The Euro Trap : on bursting bubbles, budgets and beliefs* » (Oxford university press, 2014) par Sébastien Sibai.
- **Chine, Occident, deux visions de la mondialisation**, note de lecture du livre de Régis Debray, essayiste, philosophe et médiologue, et de Zhao Tingyang, figure intellectuelle chinoise et professeur de philosophie à Harvard « *Du ciel à la terre. La Chine et l'Occident* » (Les Arènes ; 2014), par Paul Zurkinden.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

[info@fondation-res-publica.org](mailto:info@fondation-res-publica.org)

Achevé  
d'imprimer  
en janvier 2018